

Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme

1

RAPPORT DE PRESENTATION



Plan Local d'Urbanisme

- Révision générale du PLU approuvée le 4 avril 2008

Révisions et modifications :

- Révision simplifiée n°1 du PLU approuvée le 9 décembre 2008
- Modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 7 novembre 2009
- Révision simplifiée n°2 du PLU approuvée le 6 juin 2011
- Modification n°1 du PLU approuvée le 6 juin 2011
- Révision simplifiée n°3 du PLU approuvée le 3 mai 2012
- Modification simplifiée n°2 du PLU approuvée le 24 novembre 2017
- Modification simplifiée n°3 du PLU prescrite le 4 juin 2025

Référence : 51107

SOMMAIRE

A. Préambule	5
1. Document d'urbanisme en vigueur	5
2. Les motivations de l'évolution du PLU.....	5
3. La procédure de modification simplifiée	5
B. Rappel du contexte communal.....	7
1. Présentation générale de la commune.....	7
1.1. Situation.....	7
1.2. Le territoire communal.....	8
2. Contexte intercommunal de la commune	9
3. Les règles supra-communales.....	10
4. Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU approuvé en 2008	11
C. Les modifications réalisées au Plan Local d'Urbanisme.....	13
1. Les objectifs généraux de la modification simplifiée	13
2. Évolution du plan de zonage.....	13
2.1. Changement de destination : Lieu-dit les Trois Lindes	13
2.2. Reclasser en zone A deux parcelles aujourd'hui en zone N au PLU.....	17
3. Évolution du règlement écrit	20
4. Évolution des superficies	21
D. Pré-évaluation environnementale	22
1. Présentation du projet.....	22
2. Analyse des incidences sur les Sites Natura 2000.....	24
2.1. Description du site	24
2.1. Les objectifs et recommandations de gestion	26
2.2. Les engagements pris avec la charte Natura 2000 « Bois Noirs » FR830-1045	26
3. Analyse des incidences sur les zones humides	28
3.1. La démarche à l'échelle communale	28
3.2. À l'échelle des projets concernés par la modification simplifiée n°3 du PLU :	30
4. Analyse des incidences sur les milieux naturels et biodiversité	32
4.1. ZNIEFF de type 1 – Bois noirs, secteur Auvergne (830020354)	32
4.2. ZNIEFF de type 1 – Gorges de la Durolle (830005503)	35
4.3. ZNIEFF de type 2 – Bois noirs, Mont de la Madeleine (830007452)	37
4.4. ZNIEFF de type 2 – HAUT FOREZ (830007454)	38
5. Les continuités écologiques délimitées dans le cadre de la révision générale du PLU soumise à évaluation environnementale, en cours.....	40
5.2. La charte du Parc Naturel Régional Livradois-Forez	43

5.3. Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux : SDAGE Loire-Bretagne.....	45
5.4. Le SCOT Livradois Forez	45
5.5. Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes	48
6. Analyse des incidences sur l'Air, énergie, climat	50
7. Analyse des incidences sur le patrimoine bâti et paysager	51
8. Analyse des incidences sur les risques et nuisances	51
9. Analyse des incidences sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers	56
10. Ressource en eau	57
11. Assainissement	58
12. Déchets	59
13. la qualité paysagère.....	59
13.1. Caractéristiques paysagères de la commune	59
13.1. Caractéristiques paysagères des sites de projet.....	62
E. Annexe : Arrêté du Maire prescrivant la procédure de modification simplifiée n°3 du PLU en date du 4 juin 2025 ...	65

A. PRÉAMBULE

1. DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

La révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Celles-sur-Durolle a été approuvée le 4 avril 2008. Depuis son approbation, le PLU a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Révision simplifiée du PLU approuvée le 9 décembre 2008,
- Modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 7 novembre 2009,
- Révision simplifiée n°2 du PLU approuvée le 6 juin 2011,
- Modification n°1 du PLU approuvée le 6 juin 2011,
- Révision simplifiée n°3 du PLU approuvée le 3 mai 2012,
- Modification simplifiée n°2 du PLU approuvée le 24 novembre 2017.

La commune de Celles-sur-Durolle a engagé la révision générale de son PLU par délibération le 4 septembre 2020. La procédure est toutefois suspendue et sera reprise en 2026.

Toutefois, la réunion agricole réalisée dans le cadre de la révision générale du PLU a permis de mettre en avant 2 demandes d'évolutions de zonage pour permettre le développement de l'activité agricole. Étant donné qu'il s'agit de répondre favorablement à des projets à court terme, une procédure de modification simplifiée est lancée pour permettre leur réalisation.

2. LES MOTIVATIONS DE L'ÉVOLUTION DU PLU

La commune a lancé une procédure de modification simplifiée afin de répondre à deux demandes autour de l'activité agricole :

- L'ajout d'un changement de destination pour permettre la création d'un logement et de local de diversification touristique d'un agriculteur.
- Le reclassement en zone A de deux parcelles aujourd'hui classées en zone N au PLU

Cette modification simplifiée n°3 du PLU a été prescrite par arrêté en date du 4 juin 2025 (*arrêté joint en annexe du présent rapport*).

3. LA PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE

La procédure de modification est encadrée par l'article L.153-45 du code de l'urbanisme :

« La modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :

1° Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article [L. 153-41](#) ;

2° Dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article [L. 151-28](#) ;

3° Dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ;

4° Dans les cas prévus au II et au III de l'article [L. 153-31](#).

Cette procédure peut être à l'initiative soit du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire d'une commune membre de cet établissement public si la modification ne concerne que le territoire de cette commune, soit du maire dans les autres cas. »

Ainsi, elle peut être utilisée à condition de :

- Ne pas changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- Ne pas réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Ne pas réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

- Ne pas majorer de plus de 20% les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan.

La procédure de modification simplifiée est codifiée aux articles L.153-36 à L.153-48 du code de l'urbanisme.

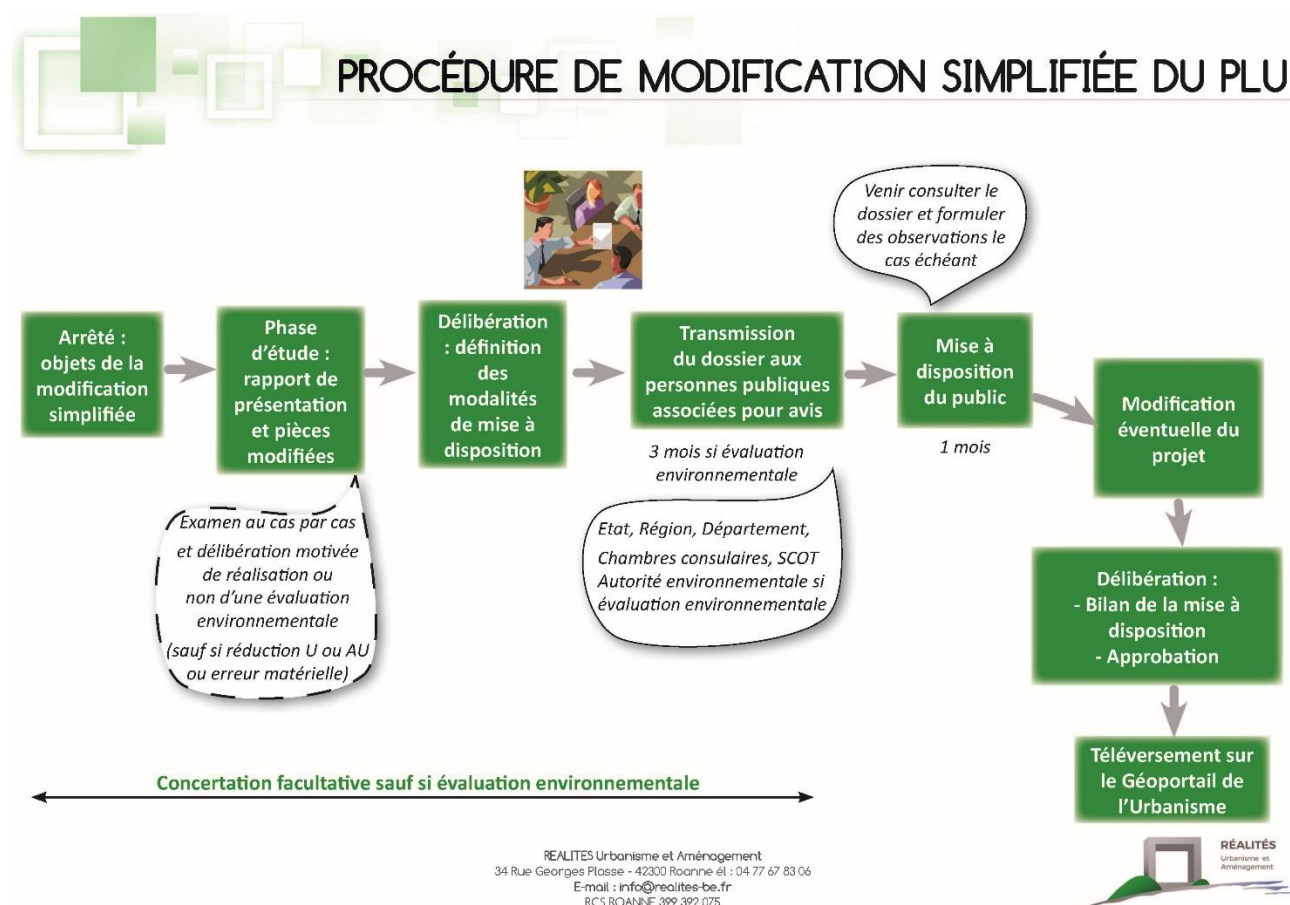
Le dossier de modification simplifiée est soumis à examen au cas par cas pour avis à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) qui dispose de deux mois pour indiquer si la procédure doit être soumise à évaluation environnementale.

Une délibération en conseil municipal sera ensuite prise pour préciser si la procédure doit être ou non soumise à évaluation environnementale.

Le dossier de modification simplifiée est ensuite notifié, avant la mise à disposition du dossier au public, à l'ensemble des personnes publiques associées qui pourront ainsi formuler leur avis.

Ensuite, la phase de mise à disposition du public est organisée pendant 1 mois.

À l'issue de la période de mise à disposition du dossier, le projet de modification simplifiée pourra être modifié pour tenir compte des avis des formulés. Il sera ensuite approuvé en conseil municipal.



B. RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL

1. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE

Celles-sur-Durolle, une commune de la communauté de communes Thiers Dore et Montagne.

Il s'agit d'une commune rurale située dans le nord-est du département du Puy-de-Dôme, en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Région : Auvergne-Rhône-Alpes

Département : Puy-de-Dôme

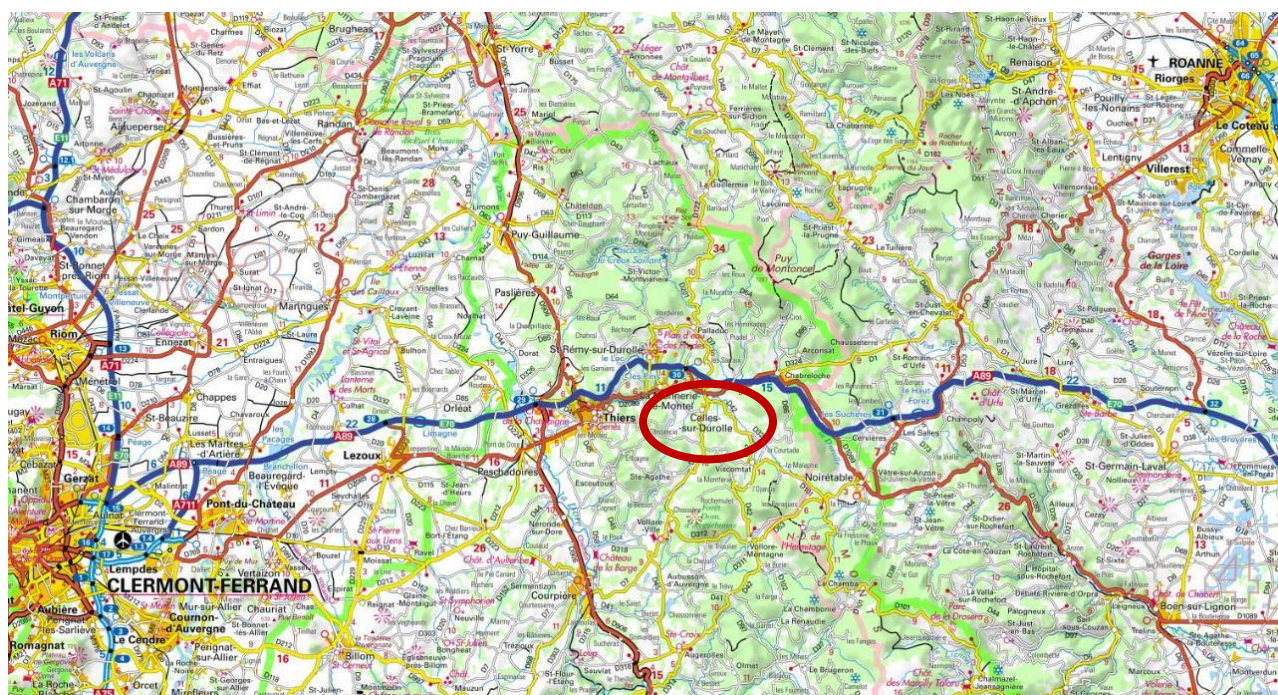
Arrondissement : Thiers

Code INSEE : 63066

Superficie : 3 890 ha

Longitude : 3.3810 E

Latitude : 45.5133 N



Source : Géoportail

1.1. SITUATION

Celles-sur-Durolle se situe au nord-est du département du Puy-de-Dôme.

Ses voisins immédiats sont : La Monnerie-le-Montel, Palladuc, Arconsat, Chabreloche, Viscomtat, Sainte-Agathe, Escoutoux et Thiers.

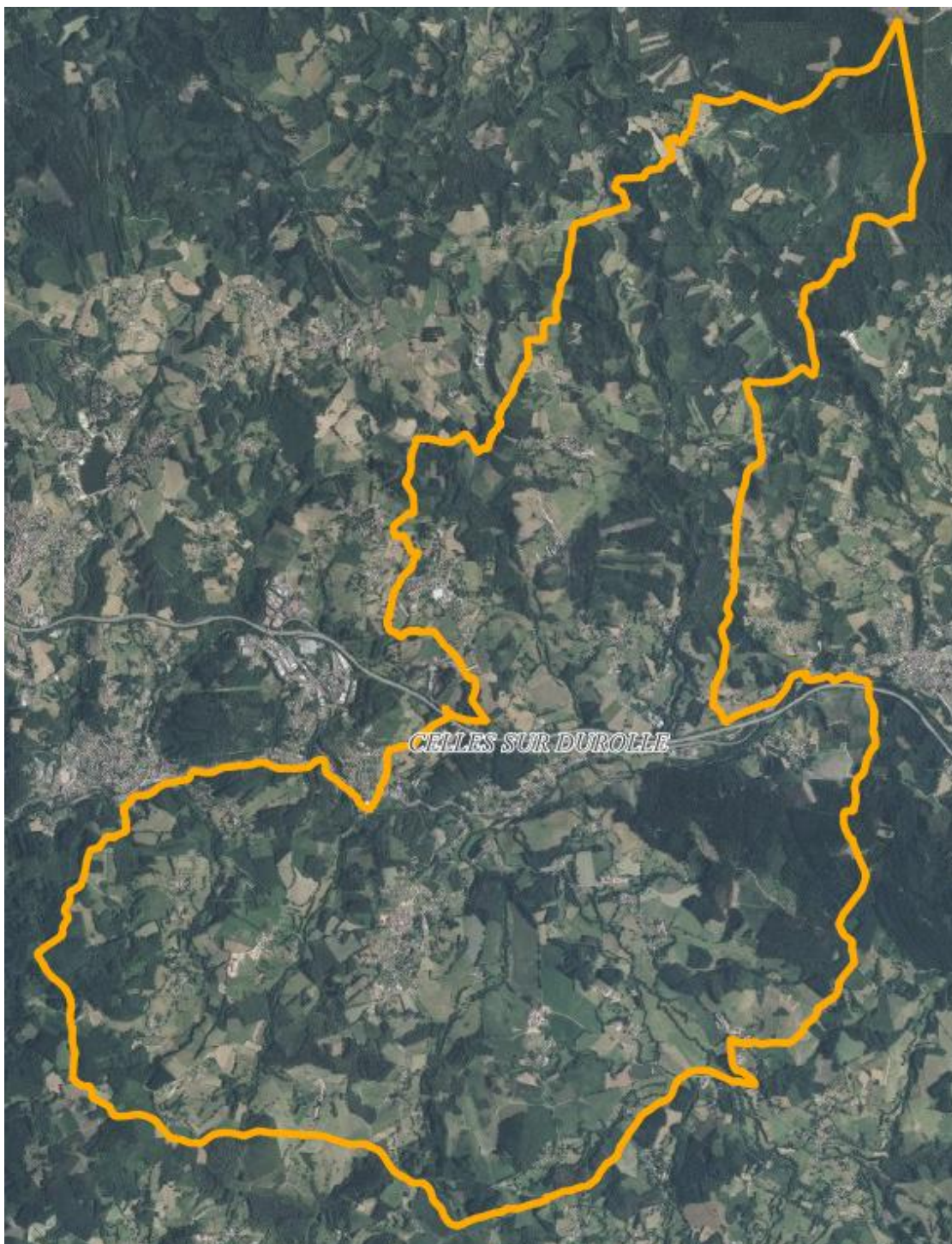
La commune bénéficie d'une situation privilégiée, elle se trouve à environ 10km de Thiers, environ 50km de Clermont-Ferrand et Roanne.

Par ailleurs, la commune est traversée par l'autoroute A89, qui relie Bordeaux, Clermont-Ferrand et Lyon, avec un accès via l'échangeur n°30. Elle est également desservie par des routes départementales et des lignes de transport en commun reliant Thiers et d'autres localités voisines.

1.2. LE TERRITOIRE COMMUNAL

Le territoire de Celles-sur-Durolle est important puisqu'il s'étend sur environ 38,9 km².

La commune est traversée par la Durolle et est traversée par le ruisseau de la Semaine. La commune peut être qualifiée de rurale et dispose d'un habitat dispersé. Le territoire est principalement composé de forêts et de prairies.

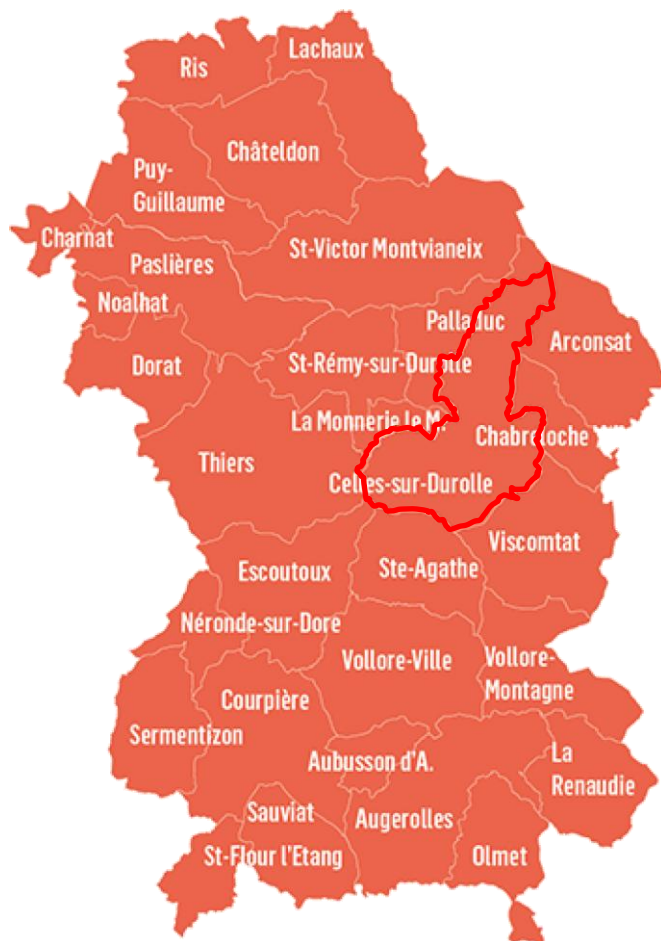


2. CONTEXTE INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNE

La commune de Celles-sur-Durolle fait de la Communauté de Communes Thiers Dore et Montagne.

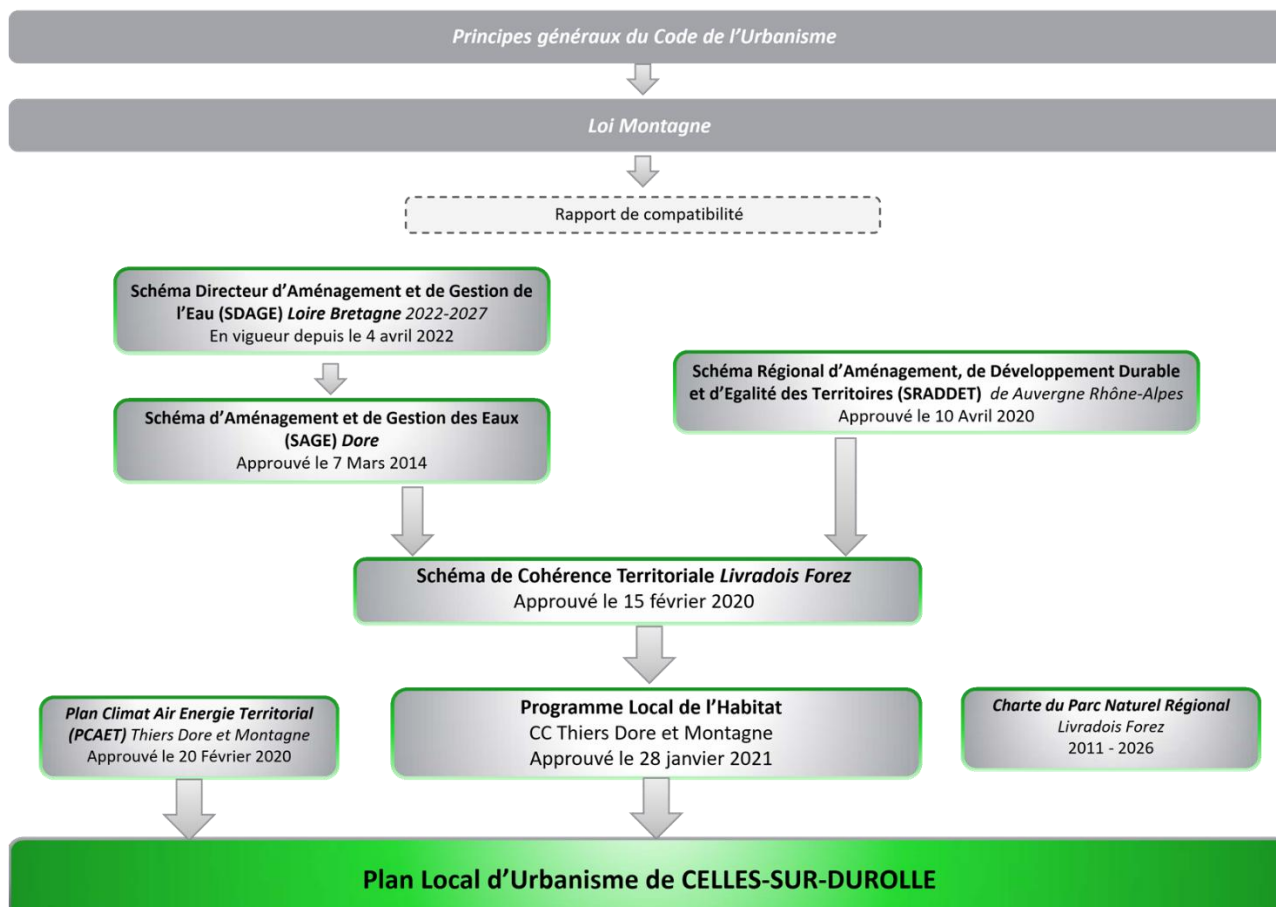
La Communauté de Communes Thiers Dore et Montagne a été créée au 1^{er} janvier 2017, issue de la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Courpière, de la Communauté de Communes Entre Allier et Bois Noirs, de la Communauté de Communes Montagne Thiernoise et de la Communauté de Communes Thiers Communauté.

Elle compte désormais une population de près de 37 000 habitants en 2021 pour 624 km², avec 30 communes membres : Arconsat, Aubusson-d'Auvergne, Augerolles, Celles-sur-Durolle, Chabreloche, Charnat, Châteldon, Courpière, Dorat, Escoutoux, Lachaux, La Monnerie-le-Montel, Néronde-sur-Dore, Noalhat, Olmet, Palladuc, Paslières, Puy-Guillaume, La Renaudie, Ris, Ste-Agathe, St-Flour-l'Étang, St-Rémy-sur-Durolle, St-Victor Montvianeix, Sauviat, Sermentizon, Thiers, Viscomtat, Vollore-Montagne et Vollore-Ville.



3. LES REGLES SUPRA-COMMUNALES

Compatibilité et prise en compte du Plan Local d'Urbanisme



3.1. UNE COMMUNE DE MONTAGNE

La commune de Celles-sur-Durolle est concernée par la loi Montagne.

Les principaux objectifs de la loi Montagne (loi n°85-30 de 1985 et sa révision de 2016) s'articulent autour de trois axes majeurs :

1. Équilibre entre développement économique et protection environnementale
 - Maîtriser l'urbanisation via le principe de continuité (construction en hameaux existants) et la préservation des espaces remarquables (agricoles, naturels, pastoraux).
 - Lutter contre l'étalement urbain et les excès du tourisme de masse, notamment via des règles strictes pour les Unités Touristiques Nouvelles (UTN).
2. Reconnaissance des spécificités montagnardes
 - Définir juridiquement les zones de montagne (critères d'altitude, pente >20 %, handicaps climatiques).
 - Adapter les politiques publiques aux contraintes locales via les comités de massif (Alpes, Pyrénées, etc.).
3. Sécuriser les activités humaines
 - Moderniser les services publics (santé, numérique, transports) pour les populations locales.
 - Garantir la sécurité routière hivernale (obligation de pneus neige/chaînes en période hivernale depuis 2021).

4. LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES DU PLU APPROUVE EN 2008

Celles-sur-Durolle opte pour un projet conciliant développement urbain et préservation du cadre de vie et de l'environnement.

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de 2008 sont les suivantes :

- Accueillir de nouveaux habitants pour inverser la tendance démographique ;
 - Développer et densifier le Bourg de Celles-sur-Durolle;
 - Conforter les deux pôles urbains les plus importants après le bourg : le long de la vallée de la Durolle et le hameau des Sarraix;
 - Développer certains hameaux fortement convoités ;
 - Favoriser la réhabilitation des bâtiments anciens et une extension modérée de l'habitat pour les autres villages, de façon cohérente avec leur desserte en voirie et réseaux ;
 - Diversifier l'offre d'habitat, notamment dans le Centre Bourg par l'incitation au développement du locatif adapté aux personnes âgées et au jeune couple.

La modification simplifiée n°3 n'a pas d'impact sur ces objectifs. Les secteurs concernés sont éloignés des principaux hameaux à développer, le développement de l'agriculture sur ces secteurs n'est donc pas incompatible avec les objectifs de développement résidentiel définis.

- Maintenir et développer l'activité économique
 - Encourager la mixité urbaine (habitat, commerce, artisanat) garante de la vie économique et sociale dans le Bourg et au centre des hameaux;
 - Pérenniser et développer les secteurs économiques existants;
 - Engager une réflexion sur le devenir des friches industrielles;
 - Maintenir et permettre le développement de l'activité agricole:
 - Maintenir le potentiel agricole en réservant les terrains de bonne qualité à l'agriculture;
 - Permettre aux exploitations viables de pouvoir se développer en limitant l'urbanisation de proximité;
 - Favoriser l'implantation ou le transfert des exploitations bloquées par des tiers dans des zones agricoles éloignées du tissu urbain;
 - Éviter le mitage des bâtiments agricoles et leur implantation dans des secteurs à sensibilité paysagère.

La modification simplifiée n°3 s'inscrit en compatibilité avec l'objectif de maintenir et permettre le développement de l'activité agricole, ses objets visent à permettre et soutenir le développement des activités agricoles.

- Garantir aux habitants un cadre de vie de qualité :
 - Maintenir et développer les services à la population;
 - Développer les équipements publics;
 - Aménager les espaces publics de façon qualitative;
 - Permettre l'utilisation des énergies renouvelables ;
 - Valoriser les atouts naturels de la commune :
 - Protéger et valoriser les espaces boisés et plus particulièrement le site Natura 2000 des Bois Noirs;
 - Conserver les zones humides et les cours d'eau ainsi que leur ripisylve;
 - Mettre en valeur la rivière de la Durolle;
 - Préserver les coupures vertes présentes le long de la RD2089 ;
 - Conserver les points de vue sur le Bourg depuis l'autoroute A72 et la RD7;
 - Prendre en compte les risques d'inondation ;

- Mettre en valeur le patrimoine bâti.

La modification simplifiée n°3 s'inscrit en compatibilité avec les objectifs du PADD, les sites concernés et les évolutions du PLU ne remettant pas en cause la préservation et la valorisation des atouts naturels de la commune.

- Améliorer et sécuriser la desserte interne :
 - Sécuriser le réseau de voirie ;
 - Aménager les entrées de ville ;
 - Aménager ou créer des cheminements piétonniers sécurisés ;
 - Poursuivre l'aménagement et l'entretien des chemins de randonnées ;
 - Offrir des capacités de stationnement suffisantes.

La modification simplifiée n°3 n'a pas d'impact sur ces objectifs.

C. LES MODIFICATIONS RÉALISÉES AU PLAN LOCAL D'URBANISME

1. LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE

Le projet de modification simplifiée n°3 prévoit plusieurs adaptations en vue :

- Ajouter un changement de destination pour permettre la réalisation du logement et d'un local d'accueil touristique d'un agriculteur ;
- Reclassement en zone A deux parcelles aujourd'hui en zone N au PLU.

2. ÉVOLUTION DU PLAN DE ZONAGE

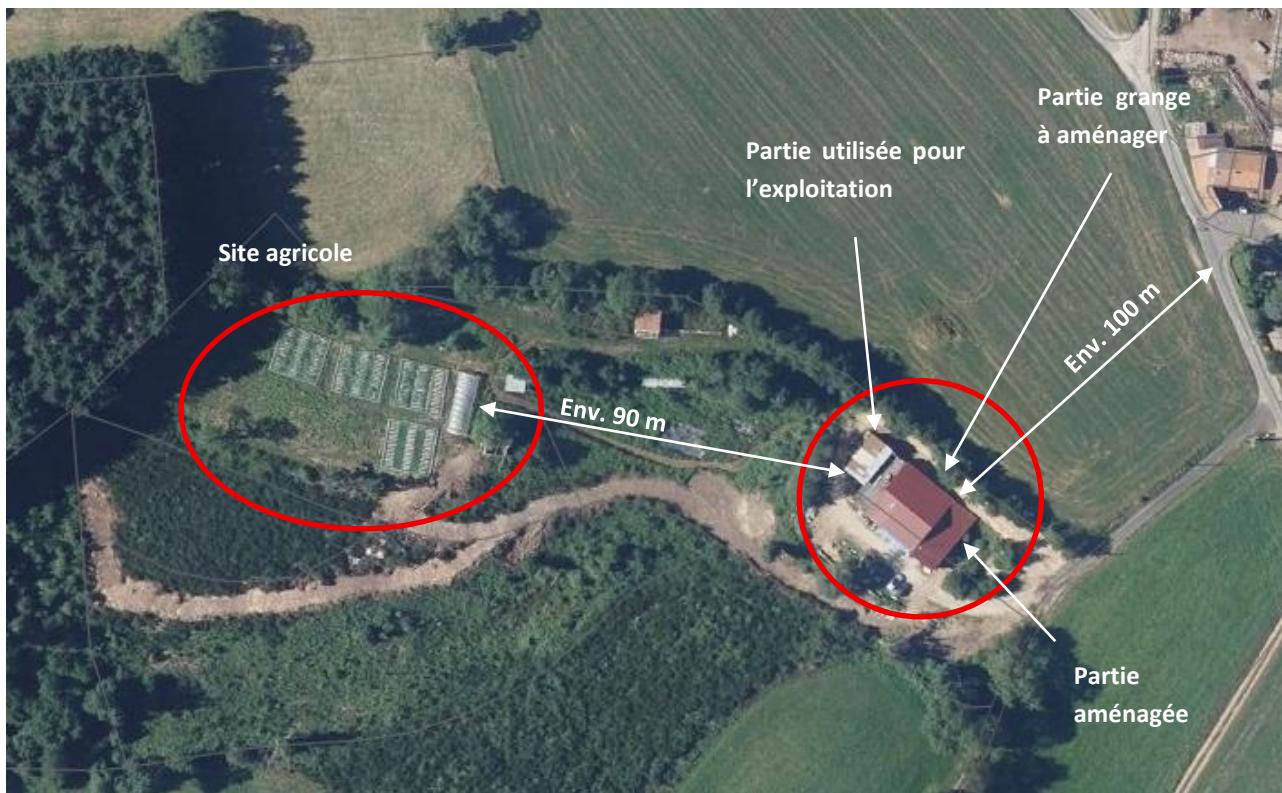
2.1. CHANGEMENT DE DESTINATION : LIEU-DIT LES TROIS LINDES

Le site accueille une exploitation agricole d'héliciculture installée depuis quelques années (moins de 5 ans), qui a permis la reprise d'un bâtiment longtemps laissé à l'abandon.

Il s'agit d'une exploitation individuelle (exploitante de moins de 40 ans environ), activité principale.

Le site comprend :

- Un bâtiment correspondant à un ancien bâtiment agricole, dont la partie est a été réaménagé temporairement, la partie ouest étant nécessaire pour l'activité agricole. La partie centrale n'est aujourd'hui pas occupée. L'objectif est de permettre le changement de destination de la partie aménagée et de la partie centrale pour la réalisation d'un logement et d'un local d'accueil touristique visant à faire découvrir l'exploitation.
- Une partie dédiée à l'exploitation (parc pour escargots).





Parties à aménager.



Partie restant agricole : stockage de matériel.

Le site d'exploitation se situe à environ 100 m des autres constructions présentes sur le hameau des Trois Lindes. Il concerne les parcelles n°AK0019 et AK0180.

Le hameau des Trois Lindes ne présente pas de bâtiments vacants susceptibles d'accueillir un nouveau logement.



En application des articles L151-11, L151-12 et R151-23 du code de l'urbanisme, le règlement de la zone agricole de Celles-sur-Durolle précise que sont uniquement autorisés :

ARTICLE A 2 Occupations et utilisations du sol SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- Les constructions et installations nécessaires à une exploitation agricole :
 - Tous les bâtiments agricoles et installations nécessaires à l'activité des exploitations agricoles.
 - Toutes les constructions à usage d'habitation nécessaires à une exploitation agricole (cf. annexe du règlement).
 - Les installations de tourisme à la ferme, complémentaires, accessoires et nécessaires à une exploitation agricole existante, telles que :
 - camping à la ferme
 - gîtes ruraux, gîtes d'étape, fermes auberges, chambre d'hôtes, ..., à condition d'être réalisés par aménagement ou transformation de bâtiments existants
- Les affouillements et exhaussements de sol dans la mesure où ils sont nécessaires à une exploitation agricole et de ne pas compromettre la qualité des paysages.
- Les constructions et installations nécessaires aux services et/ou d'intérêt collectif, à condition de ne pas compromettre le caractère agricole de la zone et/ou la qualité des paysages.
- La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre est autorisée dès lors qu'il a été régulièrement édifié.
- La restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs à condition que son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien, sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment, et à condition d'être nécessaire à une exploitation agricole.

Selon la jurisprudence, une habitation est liée et nécessaire à l'activité agricole si elle remplit les conditions suivantes :

- Présence d'une activité agricole réelle exercée à titre principale
- L'activité agricole doit nécessiter la présence rapprochée et permanente du chef d'exploitation

La chambre d'agriculture 63 considère que l'activité d'élevage d'escargot ne permet pas de respecter la seconde condition (notons que cette position d'appui sur plusieurs jurisprudences, dont la décision du Conseil d'État du 04/12/2013).

L'article L151-11 du code de l'urbanisme précise que « Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut :
[...]

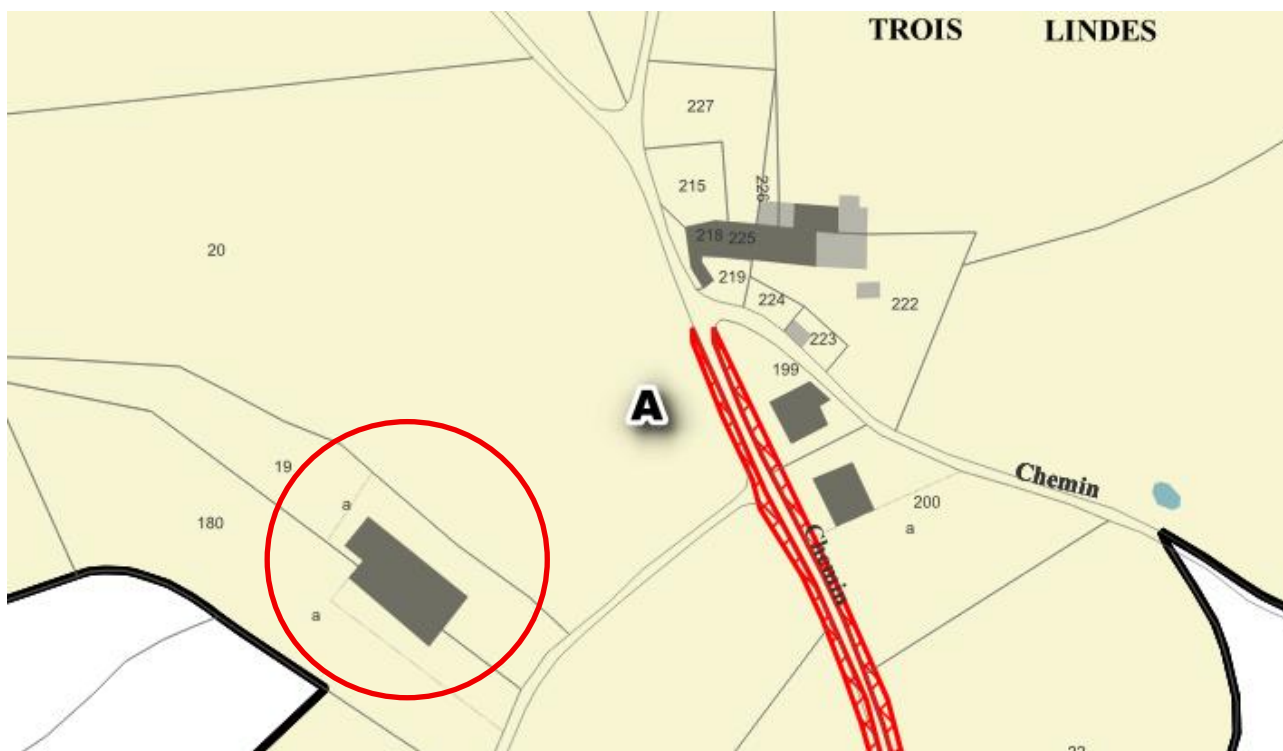
« 2° Désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article [L. 151-13](#), les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'[article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime](#), et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. »

Les règlements graphiques et écrits du PLU de Celles-sur-Durolle n'identifient pas à ce jour de bâtiment pouvant changer de destination.

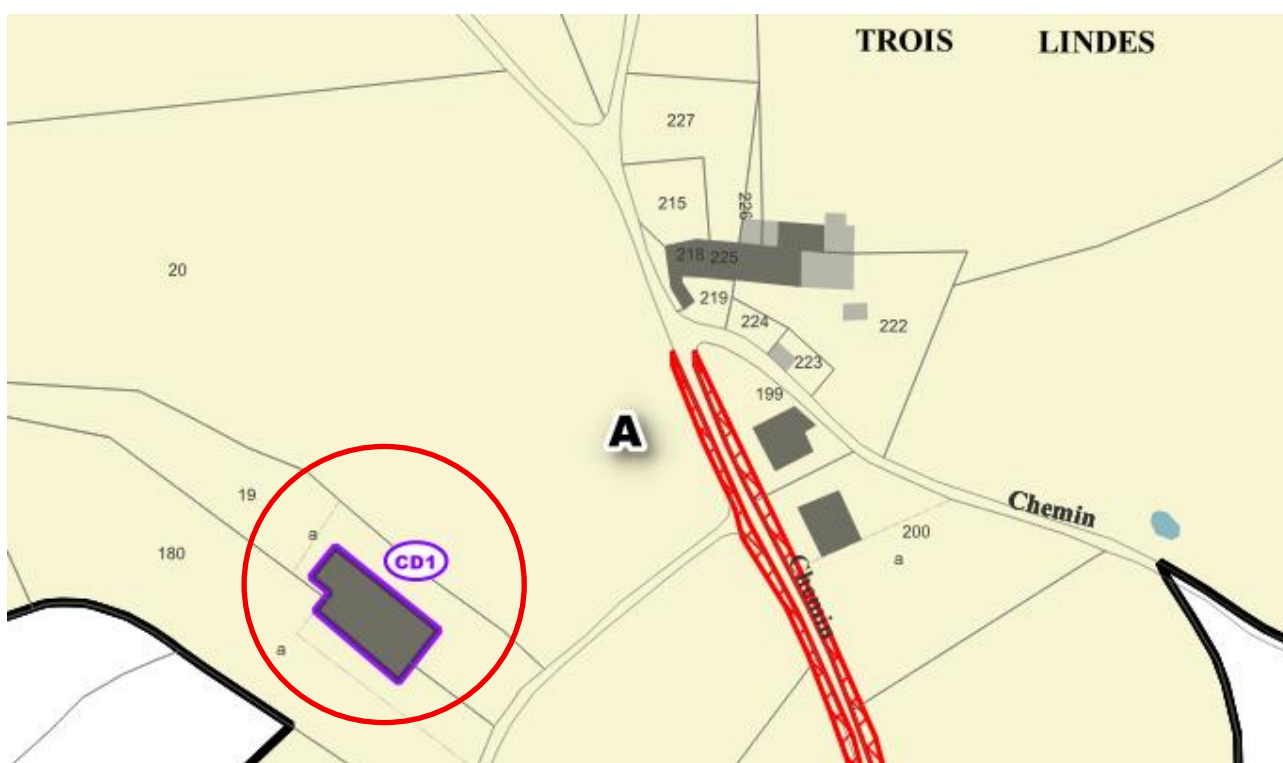
La présente procédure a pour objectif d'identifier le bâtiment en changement de destination, pour permettre la réalisation d'un logement et la création d'un espace d'accueil touristique permettant la découverte de l'exploitation.

Cette modification s'inscrit en compatibilité avec l'objectif du PADD de soutenir le développement des activités agricoles. Bien que le logement ne soit pas considéré comme nécessaire à l'exploitation, la réalisation d'un logement adapté aux attentes actuelles en matière de confort et d'un local d'accueil touristique pour la promotion de l'exploitation contribueront à soutenir le développement de l'exploitation agricole.

Avant procédure :



Après procédure :



2.2. RECLASSER EN ZONE A DEUX PARCELLES AUJOURD'HUI EN ZONE N AU PLU

La Vernière est un hameau composé de plusieurs habitations et d'une activité agricole. Il s'agit d'une activité secondaire, l'exploitant étant double actif.

Le logement de l'exploitant se situe sur la parcelle n° BO0052. Des bâtiments agricoles sont également présents sur les parcelles n°BO0055/53.

L'exploitant est propriétaire des parcelles n°0BO0057 et BO0057. Il accueille :

- Environ 140 poules pondeuses logées dans 2 cabanes de 24 m² chacune sur la parcelle n°B0059 et quelques chevaux pour loisirs.
- Une petite surface de fruits rouge en plein champ.

Le développement de l'activité est très contraint, puisque les bâtiments sont classés en zone Nh tandis que les terres autour du hameau sont classées en zone naturelle.

L'exploitant souhaite pourtant développer son activité sur cette même parcelle :

- Développer une petite activité de maraîchage (fruits rouges sous serres) avec l'installation de 3 blocs de fruits rouges de 25 m X 50 m chacun, sous serres démontables en hiver et de quelques serres.
- Développer son activité d'élevage avec l'installation d'un poulailler mobile (de 12 m² à 20 m²) en dehors du hameau, permettant d'accueillir 109 poules pondeuses supplémentaires.



Pour rappel, afin de tenir compte du périmètre de réciprocité, les poulaillers doivent s'implanter à plus de 25 m des logements « tiers », c'est-à-dire non liés à l'activité agricole.

La zone naturelle du règlement du PLU de Celles-sur-Durolle ne permet pas les constructions agricoles.

Le règlement de la zone N présente la zone naturelle de la manière suivante, correspondant à la définition de la zone naturelle telle que prévue à l'article R151-24 du code de l'urbanisme :

REGLEMENT DE LA ZONE N

CARACTÈRE DE LA ZONE

Zone naturelle et forestière, équipée ou non, qu'il convient de protéger.

Elle comprend :

- *un secteur N de protection de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages*
- *un secteur Nh, de caractère d'espaces naturels, dans lequel des constructions sont présentes*
- *un secteur Nhc de capacité d'accueil limitée*

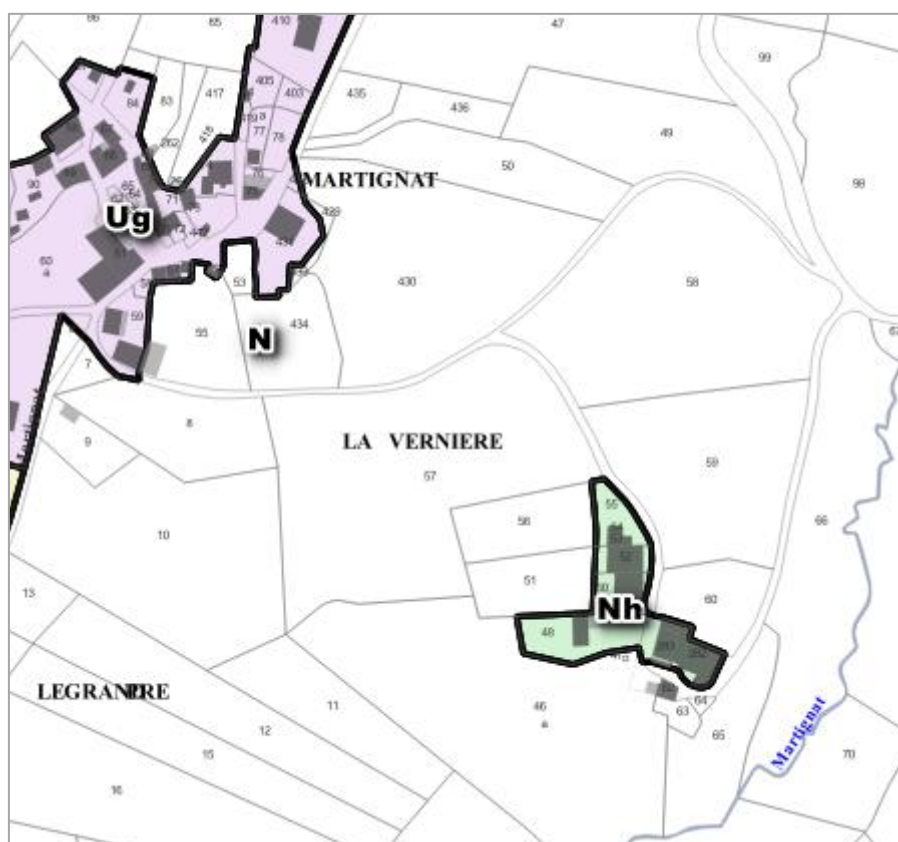
Certaines parcelles sont concernées par le risque d'inondation.

Il ne s'agit donc pas d'une protection particulière mais d'une zone naturelle telle que définie par le code de l'urbanisme. Dans la mesure où la zone naturelle correspond essentiellement à des milieux naturels ou de qualité des sites et de paysages d'une part, et où la zone naturelle représente une superficie importante du territoire communal d'autre part, il ne paraît pas cohérent d'autoriser les constructions agricoles en zone N.

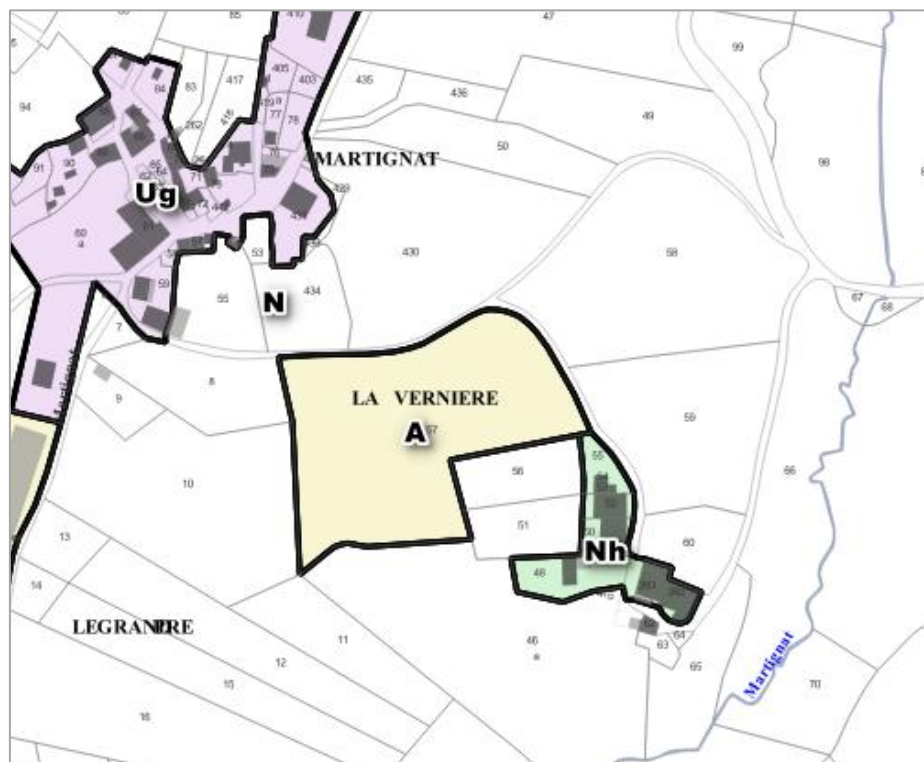
En revanche, le secteur concerné par le projet présente peu d'enjeu de qualité des sites et des paysages, puisqu'il présente peu de visibilité au sein du grand paysage et s'inscrit dans la continuité d'un hameau. Le reclassement des parcelles concernées en zone A est donc privilégié.

La présente procédure vise à permettre le développement de l'exploitation agricole en reclassant la parcelle n°B0059 en zone agricole.

Avant procédure :



Après procédure :



3. ÉVOLUTION DU REGLEMENT ECRIT

L'objectif est de permettre le changement de destination du bâtiment existant pour la réalisation d'un logement et d'un local d'activité touristique, permettant ainsi de pérenniser le site d'exploitation.

Les installations de tourisme à la ferme complémentaires, accessoires et nécessaires à une exploitation agricole existante sont déjà autorisées par le règlement actuel, dans le cadre d'aménagement ou de transformation des bâtiments existants.

L'objectif est donc de faire évoluer le règlement écrit du PLU pour permettre, en plus des possibilités définies par le règlement actuel de la zone agricole, sur le bâtiment identifié en changement de destination :

- Le logement
- Les dispositions de l'article L151-11 II du code de l'urbanisme : « Dans les zones agricoles ou forestières, le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers. »

Le bâtiment comprend une surface de plancher existante de faible emprise, le reste du bâtiment étant concerné par de l'emprise au sol (le bâtiment n'étant à ce jour pas totalement clos sur les 4 côtés). Le changement de destination générera donc l'augmentation de la surface de plancher du bâtiment. Afin de ne pas remettre en cause le caractère agricole du site, une surface de plancher maximum de 150 m² est définie, le reste du bâtiment sera dédié à l'activité agricole.

Les modifications suivantes sont apportées au règlement de la zone agricole :

ARTICLE A 2

Occupations et utilisations du sol SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- * Les constructions et installations nécessaires à une exploitation agricole :
 - * Tous les bâtiments agricoles et installations nécessaires à l'activité des exploitations agricoles.
 - * Toutes les constructions à usage d'habitation nécessaires à une exploitation agricole (cf. annexe du règlement).
 - * Les installations de tourisme à la ferme, complémentaires, accessoires et nécessaires à une exploitation agricole existante, telles que :
 - * Camping à la ferme ;
 - * Gîtes ruraux, gîtes d'étape, fermes auberges, chambre d'hôtes, ..., à condition d'être réalisés par aménagement, ou transformation de bâtiments existants ;
- * Les affouillements et exhaussements de sol dans la mesure où ils sont nécessaires à une exploitation agricole et de ne pas compromettre la qualité des paysages.
- * Les constructions et installations nécessaires aux services et/ou d'intérêt collectif, à condition de ne pas compromettre le caractère agricole de la zone et/ou la qualité des paysages.
- * La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre est autorisée dès lors qu'il a été régulièrement édifié.
- * La restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs à condition que son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien, sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment, et à condition d'être nécessaire à une exploitation agricole.
- * **Le changement de destination du bâtiment identifié sur le plan de zonage pour la création d'un logement, d'installation liée au tourisme ou de constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, dans la limite de 150 m² de surface de plancher au total.**

4. ÉVOLUTION DES SUPERFICIES

ZONES	SECTEURS	SUPERFICIE DU PLU ACTUEL en Ha	SUPERFICIE SUITE A LA MODIFICATION SIMPLIFIEE en Ha
Ud	Urbaine dense	17,12	17,12
Ug	Semi-urbaine (pavillonnaire)	159,35	159,35
Uf	Zone d'activités	21,45	21,45
	TOTAL DES ZONES URBAINES	161,22	161,22
AUg	Zones d'urbanisation à vocation d'habitat	5,08	5,08
AUL	Zone d'urbanisation à vocation de loisirs	8,55	8,55
	TOTAL DES ZONES A URBANISER	13,63	13,63
A	Zone agricole	1 065,52	1 066,33
	TOTAL DE LA ZONE AGRICOLE	1 065,52	1 066,38
N	Zone naturelle de protection stricte des milieux et paysages	2 600,70	2 599,58
Nh	Zone naturelle contenant de l'habitat dispersé	20,12	2,67
Nhc	Zone naturelle d'une capacité d'accueil limité	0,59	0,17
	TOTAL DES ZONES NATURELLES	2 621,41	2 620,29
	SUPERFICIE COMMUNALE	3 884,6	3 884,6

Le projet d'agrandissement de la zone A au détriment de la zone N concerne une superficie de 1,11 ha, soit 0.02% du territoire communal.

D. PRÉ-ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Les articles R.104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. En effet, la Directive précise que le processus d'évaluation environnementale est réalisé systématiquement pour certains types de document ou dans le cadre d'un examen au cas par cas qui permet de déterminer si le plan ou programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à l'aide des critères pertinents fixés à l'annexe II, pour d'autres.

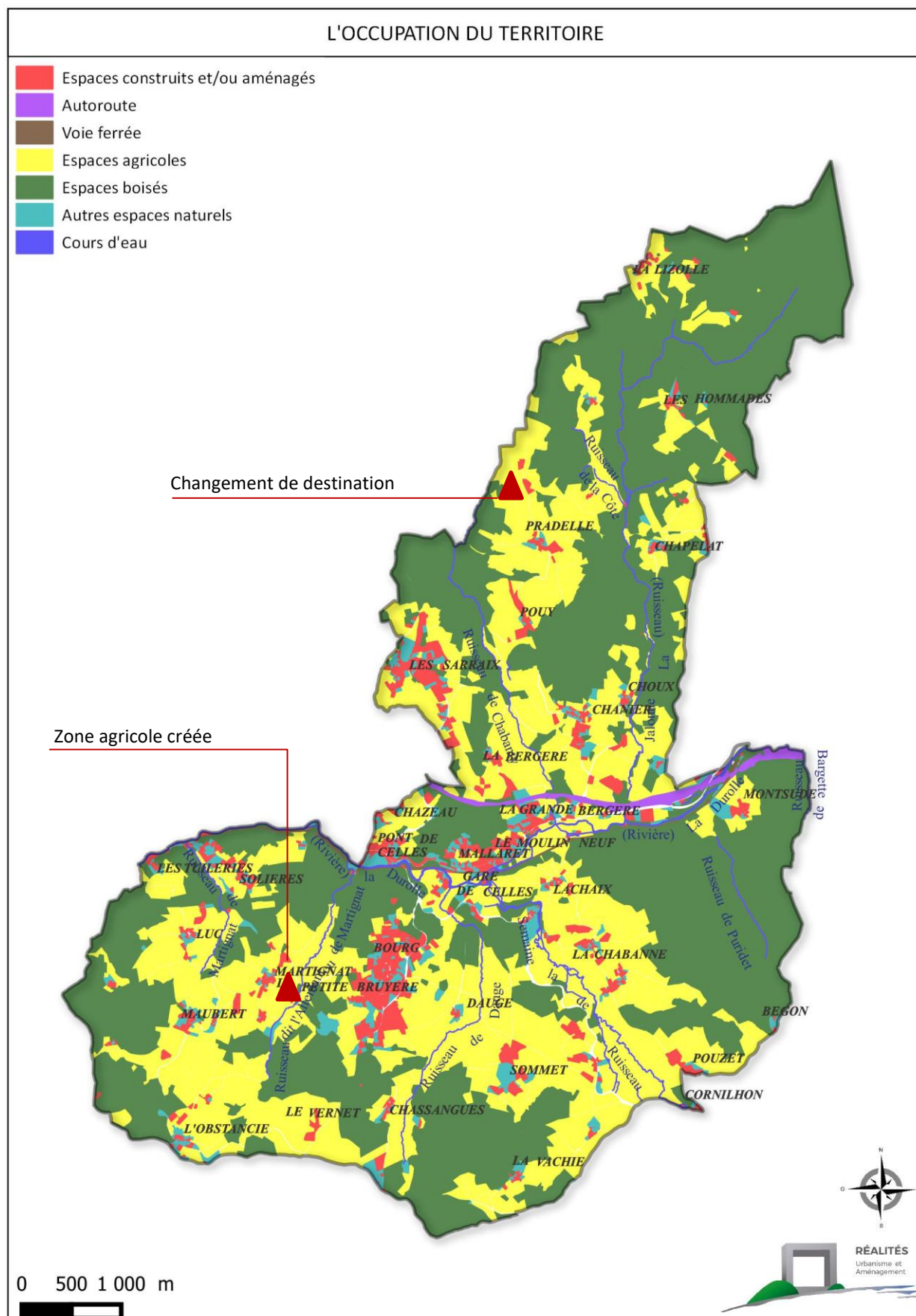
Elle indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE. Elle précise que pour les effets notables probables sur l'environnement, il « faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs ».

La procédure de révision générale du PLU de Celles-sur-Durolle est en cours. Cette procédure est soumise à évaluation environnementale, réalisée par Bioinsight. Les continuités écologiques repérées dans le cadre de l'état initial de l'environnement réalisé par Bioinsight dans le cadre de la procédure de révision générale ont été reprises pour analyser l'impact probable des objets de la modification simplifiée n°3 sur l'environnement et les continuités écologiques.

1. PRESENTATION DU PROJET

La procédure de modification simplifiée n°3 du PLU de Celles-sur-Durolle porte sur deux projets permettant de soutenir le développement de l'agriculture sur le territoire :

- L'identification d'un bâtiment pouvant changer de destination au lieu-dit des Trois Lindes
- La création d'une zone agricole au détriment d'une zone naturelle au lieu-dit La Vernière.

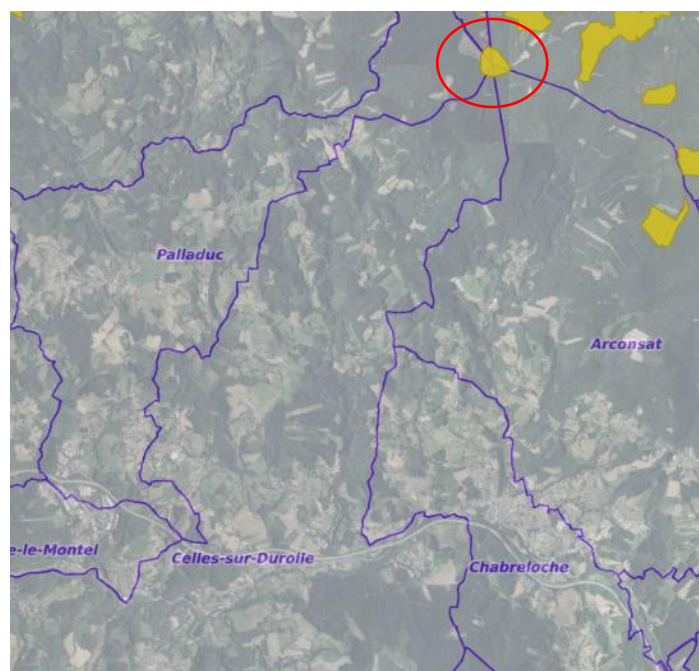


2. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

La commune de Celles-sur-Durolle participe à un site Natura2000 : Site d'Importance Communautaire (SIC) Natura2000 au titre de la directive : « Habitats, faune, flore », « Bois Noirs », FR FR8301045.

Le site Natura 2000 se trouve toutefois à 4,2 km du secteur le plus proche concerné par la modification simplifiée du PLU.

Le réseau NATURA 2000 a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union Européenne. Il assure le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore ou de la faune sauvage d'intérêt communautaire. Il est composé de sites désignés spécialement par chacun des États membres en application des Directives européennes dites « Oiseaux » et « Habitats » de 1979 et 1992. Celles-ci définissent respectivement des Zones de Protections Spéciale (ZPS) et des Zones Spéciale de Conservation (ZSC). À noter que la ZPS est déterminée à partir de la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).



2.1. DESCRIPTION DU SITE

Le site interrégional Natura 2000 des Bois Noirs s'étend sur le territoire de sept communes dont les principales sont : Saint-Victor-Montvianeix dans le Puy-de-Dôme et Saint-Priest-la-Prugne (dans la Loire) par les surfaces qui les concernent.

2.1.1. Milieux en général

17 unités sont répertoriées en tant que sites d'intérêt communautaires.

Celles-sur-Durolle est concernée par l'unité n°15 « Landes et Hêtraies du Montoncel », d'une superficie de 5,14 ha.

Caractère général du site	
Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières	21 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	2 %
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	1 %
Forêts caducifoliées	76 %

2.1.2. Les espèces et habitats

Le site Natura 2000 des Bois Noirs, bien qu'il possède une avifaune riche (LPO-Auvergne, 1990) a été retenu seulement au titre de la Directive « Habitats » et donc, comme future ZSC (Zone spéciale de conservation). Il possède des habitats prioritaires, des habitats d'intérêt communautaire¹ et un habitat d'espèce, clairement identifiés et répartis parmi seize unités écologiques distinctes.

Tableau 2 : Les habitats Natura 2000 et les habitats d'espèces.

Code Natura 2000	Code CORINE BIOTOPE	Habitats de la Directive ou Espèces Animales de l'Annexe II de la Directive	Fiches-habitat	Unités écologiques (Entités) comportant l'habitat naturel ou l'habitat d'espèce en question
Habitats prioritaires présents :				
7110*	51.1	Tourbières hautes actives*	Fiche-habitat 1	U5, U6, U8, U9, (U11), (U12), U17
91D0*	44A	Tourbières boisées* (Trois types de tourbières boisées sont présentes sur le site.)	Fiche-habitat 2	U4, U5, U6, U7, U8, U9, U10, (U12), (U13), U14, U17
9180*	41.4	Forêts de ravin du <i>Tilio-Acerion</i> *	Fiche-habitat 3	U1
91E0*	44.3	Forêts alluviales résiduelles à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> *	Fiche-habitat 4	U1
Habitats d'intérêt communautaire présents :				
7120		Tourbière dégradée à Molinie	Non réalisée	U1
7140	54.5	Tourbières de transition et tremblants	Fiche-habitat 5	U5, U6, U8, U11, U13, U14,
9410	42.2	Forêts acidiphiles des <i>Vaccinio-Picetea</i>	Fiche-habitat 6	U1, U8, U17
6430	37.8	Mégaphorbiaies	Fiche-habitat 7	U7, U16
9120	41.12	Hêtraie acidiphiles atlantiques à houx	Fiche-habitat 8	U1, U6, U15
9130		Hêtraie du <i>Asperulo-Fagetum</i>	Non réalisée	U1
4030	31.2	Landes sèches des <i>Calluno-Ulicetea</i>	Fiche-habitat 9	U15, U8
Espèces Animales de l'annexe II :				
Damier de la Succise, <i>Euphydryas aurinea</i>			Fiche Damier	U2, U3
Habitats naturels d'intérêt communautaire ou Espèces Animales potentiellement présents dans le Massif des Bois Noirs, mais non identifiés dans le site Natura 2000				
6510	38.2.1	Pelouses maigres de fauche à basse altitude	Non réalisée	Non identifiées dans le périmètre d'étude initial, pressenties dans les secteurs des unités 2 et 3
Ecrevisse à pattes blanches <i>Austropotamobius pallipes</i>			Non réalisée	Non identifiée dans le périmètre d'étude initial, pressentie en périphérie du massif des Bois Noirs ou dans la vallée de la Credogne (U1)

Tableau 3 : Les espèces végétales patrimoniales du site Natura 2000 des Bois Noirs

Nom latin	Nom français	Statut de protection ou de menace	Type de milieux	Localisation géographique
<i>Allium victorale</i>	Ail de la Victoire	Liste rouge régionale	Tourbières boisées Landes à myrtilles	U7, U15
<i>Andromeda polifolia</i>	Andromède à feuilles de polium	protection nationale	Tourbières, haut marais	U5, U6, U8, U9
<i>Bazzania trilobata</i>		aucun (bryophyte rare dans le Puy-de-Dôme)	Eboulis rocheux sous la sapinière	U1, U17
<i>Circaea alpina</i>	Circée des Alpes	protection départementale Puy-de-Dôme	Bords des sources	U17
<i>Drosera rotundiflora</i>	Rossolis à feuilles rondes	protection nationale	Tourbière, haut marais	U5, U8
<i>Empetrum nigrum</i> L.	Camarine	protection départementale Puy-de-Dôme et Loire	Tourbières, haut marais	U5, U8, U9, U14, U17
<i>Lycopodium annotinum</i>	Lycopode à feuilles de genévrier		Habitat 9410, en bordure du haut marais	U8
<i>Rhynchospora alba</i>	Rhynchospora blanc	protection en Région Rhône-alpes	Cuvette oligotrophe ¹ du haut marais	U5, U8
<i>Vaccinium microcarpum</i>	Airelle à petits fruits	Liste rouge nationale	Tourbières, haut marais	U5, U6, U8, U9, U14, U17
<i>Vaccinium oxycoccos</i>	Canneberge	protection en Régions Auvergne et Rhône-Alpes	Tourbières, haut marais	U5, U12
<i>Vaccinium vitis - idaea</i>	Airelle rouge		Tourbières, haut marais	U14
<i>Walhenbergia hederacea</i>	Wahlenbergie à feuilles de lierre	protection dans le département de la Loire	Ecologie assez souple Tourbières boisées, bords des chemins,	U5, U10, U12, U14

Sources : Docob 2005-2010.

2.1. LES OBJECTIFS ET RECOMMANDATIONS DE GESTION

Les objectifs généraux :

- Objectif 1 : Préserver les tourbières (y compris une zone tampon de 50 mètres)
- Objectif 2 : Pérenniser la diversité biologique de certaines forêts et de leurs milieux associés.
- Objectif 3 : Favoriser les espèces animales appartenant à l'annexe II de la Directive Habitats et présents sur le site des Bois Noirs ; améliorer la connaissance des milieux, des espèces et du fonctionnement des écosystèmes.

2.2. LES ENGAGEMENTS PRIS AVEC LA CHARTE NATURA 2000 « BOIS NOIRS » FR830-1045

2.2.1. Milieux en général :

Engagements

- Respecter les réglementations générales et les mesures de protection en vigueur sur le site.
- Prendre connaissance des objectifs de gestion figurant au document d'objectifs.
- Rendre compatible les activités économiques et de loisir.
- Modifier, lors de leur renouvellement, les mandats afin de les rendre conformes aux engagements souscrits dans la charte Natura 2000 (cas des baux, conventions, etc....).
- Informer d'éventuels mandataires des engagements souscrits.
- Autoriser l'accès des terrains à la structure animatrice du site Natura 2000 et/ou aux experts (désignés par le Préfet ou la structure animatrice) sur lesquels la charte a été souscrite afin de permettre que soient menées des opérations d'inventaire et d'évaluation de l'état de conservation des habitats naturels, des espèces et de leurs habitats. Point de contrôle : correspondance et bilan d'activité annuel de la structure porteuse du site.
- Ne pas pratiquer, ni autoriser la circulation de véhicules motorisés de loisir (Quad, Motocyclette) en dehors des voies ouvertes à la circulation. Point de contrôle : contrôle sur place.
- Ne pas introduire, ni favoriser l'expansion d'espèces allochtones (Faune, Flore). Point de contrôle : contrôle sur place.

- Ne pas utiliser de produits phytosanitaires (pesticides, herbicides) sauf traitement des souches à l'urée contre le fomes (champignon). Point de contrôle : contrôle sur place.
- Ne pas traverser les cours d'eau (pas de passage à gués). Mettre en place des dispositifs de franchissements (ponts de bois...) qui permettent d'éviter la destruction des milieux en cas de passage d'engins. Ne pas stationner des engins ni stocker du matériel à proximité immédiate des cours d'eau et des zones humides (fuites d'hydrocarbures). Point de contrôle : contrôle sur place.

Recommandations

- Limiter au maximum les apports de fertilisants, d'amendements, ou d'épandage
- Privilégier l'utilisation d'huiles biodégradables pour les engins utilisés

2.2.2. Milieux forestiers (hêtraies)

Engagements

- Ne pas faire de coupes à blanc (sauf cas particulier des coupes de taillis de faible surface). Point de contrôle : photo-interprétation contrôle sur place.
- Adopter une sylviculture qui favorise la régénération naturelle. Point de contrôle : contrôle sur place.
- Pratiquer autant que de besoin les coupes d'éclaircie pour favoriser l'apport de lumière au sol. Point de contrôle : contrôle sur place.
- Ne pas stocker des déchets de quelque nature que ce soit. Point de contrôle : contrôle sur place.
- Ne pas stocker de bois à proximité immédiate des cours d'eau (risque de dégradation des berges) Point de contrôle : contrôle sur place.

2.2.3. Milieux humides (tourbières)

Engagements

- Ne pas exploiter la tourbe. Point de contrôle : photo-interprétation contrôle sur place.
- Respecter le mode d'alimentation en eau des sites. Point de contrôle : contrôle sur place.
- Aucun travaux de drainage, ni de nivellement, ni d'excavation ne devra être réalisé, ne pas créer de fossés, ne pas réaliser de captage, ne pas surcreuser les fossés. Point de contrôle : contrôle sur place.
- Ne pas boiser. Point de contrôle : photo-interprétation contrôle sur place.
- Ne pas traverser les milieux tourbeux avec des engins motorisés. Point de contrôle : photo-interprétation contrôle sur place.
- Ne pas fertiliser ces milieux. Point de contrôle : contrôle sur place.
- Ne pas stocker dans les tourbières les produits des coupes forestières, ni les rémanents de coupe ni quelque déchet que ce soit. Point de contrôle : contrôle sur place.

2.2.4. Papillon

Engagements

- Ne pas boiser Points de contrôle : photo-interprétation et contrôle sur place
- Aucun travaux de nivellement, de drainage, d'excavation, de surcreusement de fossés ne seront réalisés. Point de contrôle : contrôle sur place.
- Ne pas stocker dans les prairies les produits des coupes forestières Point de contrôle : contrôle sur place.
- Ne pas fertiliser. Ne pas utiliser de produits phytosanitaires. Point de contrôle : contrôle sur place.
- Maintenir une diversité de milieux, y compris des fourrés. Point de contrôle : contrôle sur place.
- Respecter le mode d'alimentation en eau du site Point de contrôle : contrôle sur place.

Recommandations

- Un pâturage extensif est souhaité.

2.2.5. Milieux ouverts (landes)

Engagements

- Ne pas planter de ligneux Points de contrôle : contrôle sur place.
- Maintenir une diversité de milieux Points de contrôle : contrôle sur place.

Recommandations

- Un pâturage extensif est souhaité, dans toute la mesure du possible.

La mise en œuvre de la modification simplifiée n°3 du PLU n'engendrera pas d'incidences susceptibles d'affecter de façon notable la portion du site Natura 2000 présents sur son territoire :

Le secteur concerné par la présente procédure le plus proche se situe à plus de 4 km et concerne l'identification d'un bâtiment en changement de destination.

Le second secteur concerné par la présente procédure se situe de l'autre côté de la Durolle, soit à plus de 9 km.

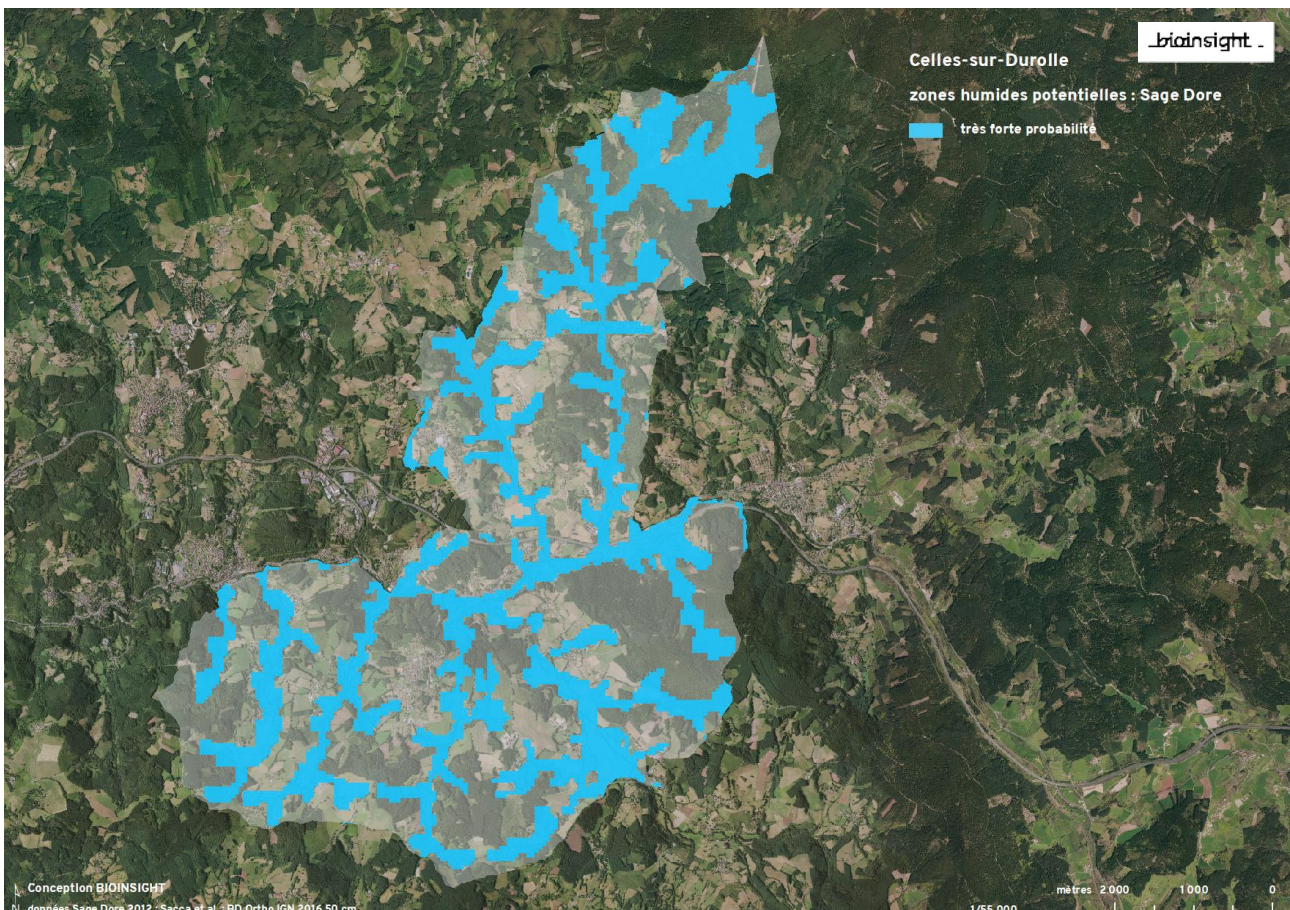
Les objets de la procédure, par leur localisation et leur nature, ne généreront pas d'incidences notables sur le site Natura 2000.

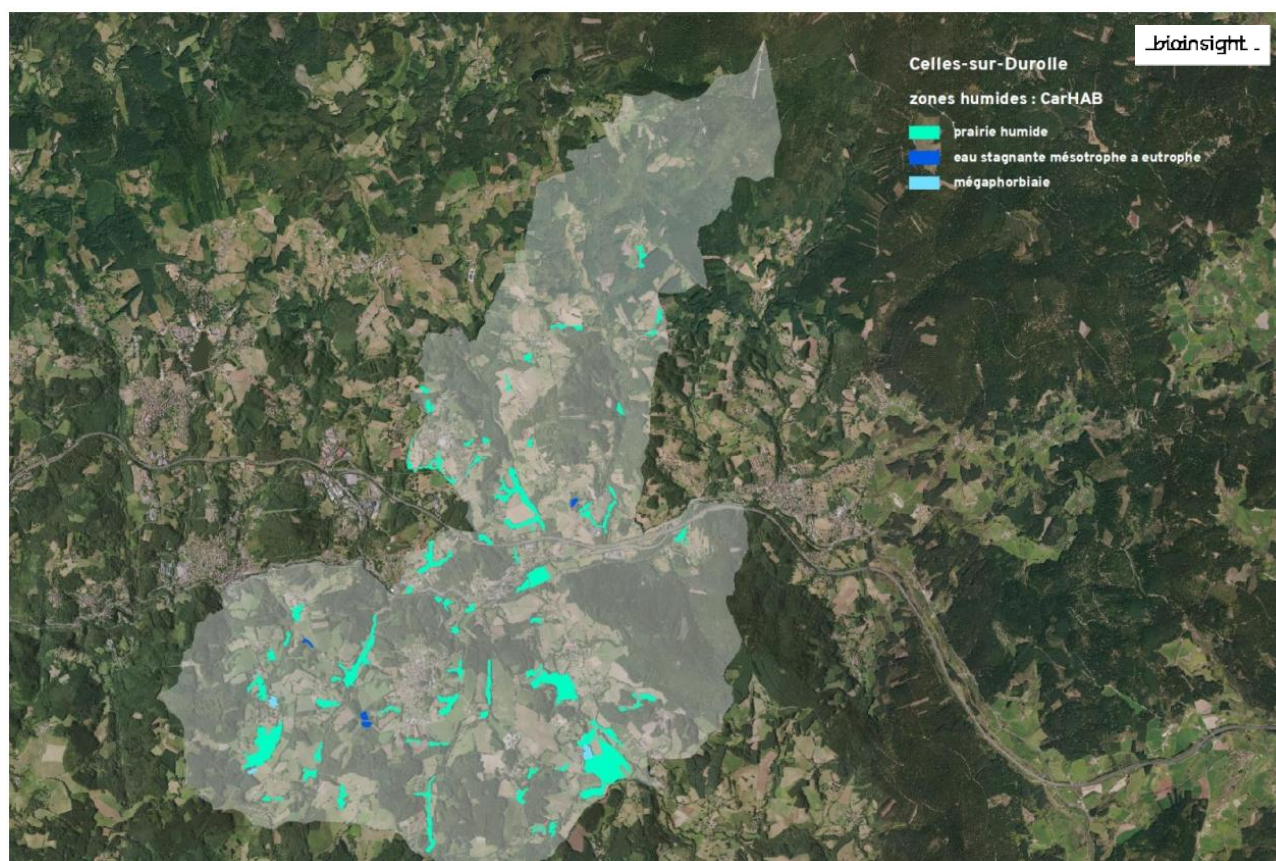
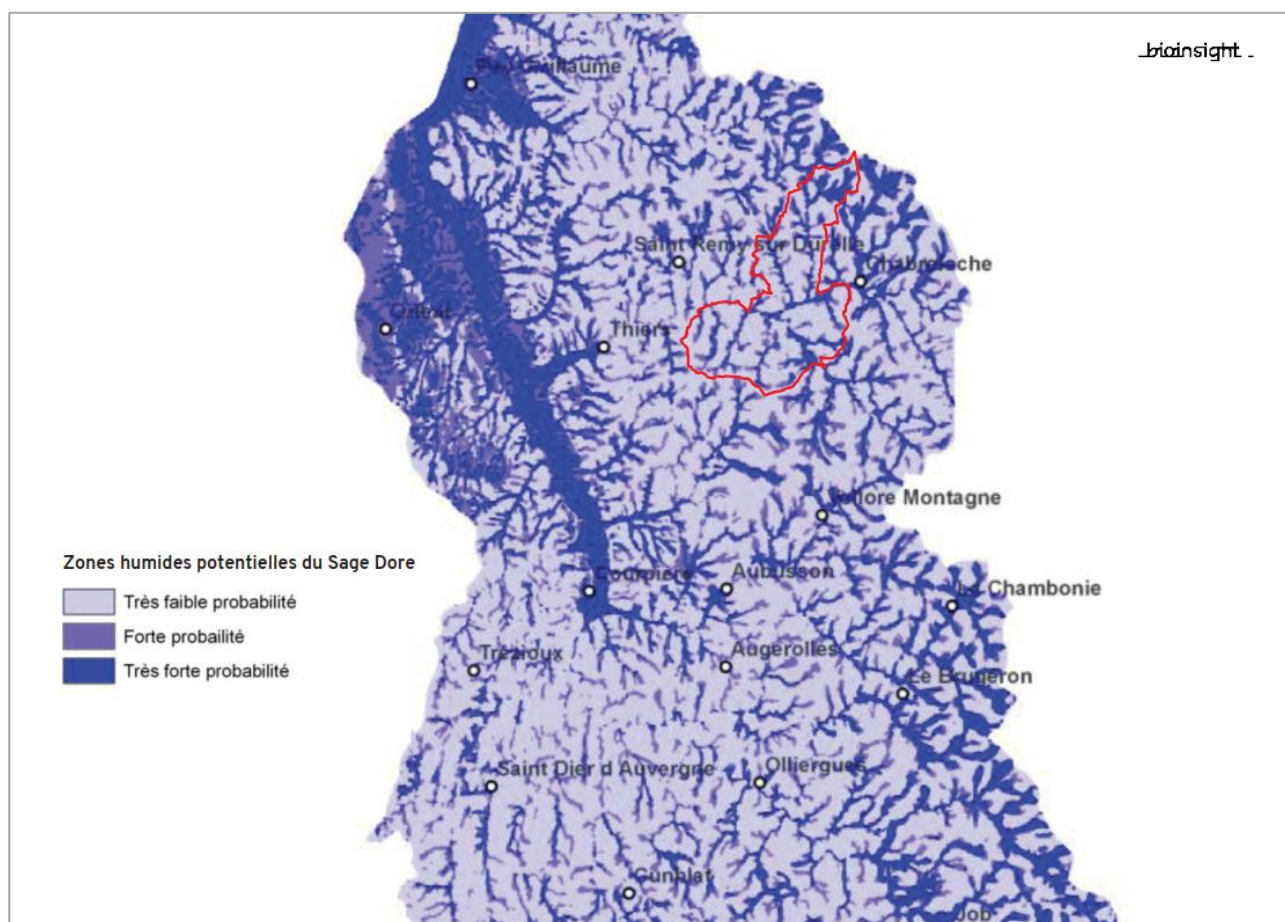
3. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES ZONES HUMIDES

3.1. LA DEMARCHE A L'ECHELLE COMMUNALE

Dans le cadre de l'état initial réalisé par le bureau environnement Bioinsight lors de la révision générale du PLU, les données sur les zones humides émanent de :

- Sage Dore : les zones humides potentielles classées en « très forte probabilité » (Sacca *et al.* 2012) et les enjeux définis lors de la recherche des ZHIÉP* et ZSGE* (Asconit consultants 2012) ;
- Cartographie de la végétation du PNR Livradois Forez selon la méthode CarHAB réalisée en 2018 par le Conservatoire botanique national du Massif Central : CBNMC ;
- Les investigations de terrain (photos).





3.2. À L'ECHELLE DES PROJETS CONCERNES PAR LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°3 DU PLU :

3.2.1. Secteur des Trois Lindes

Le secteur concerné par l'identification d'un changement de destination :

- Est concerné par une probabilité de zone humide d'enjeu moyen ; a priori lié aux abords d'un cours d'eau.
- Se situe à proximité d'un cours d'eau contribuant aux continuités écologiques du territoire.

Le tracé s'appuie sur la délimitation de l'IGN. Les abords de la construction ne sont toutefois pas concernés.

La procédure vise uniquement à permettre le changement de destination de la partie grange d'un logement déjà existant. L'impact sur le cours d'eau, ses abords et la probabilité d'une zone humide est donc très limité.

Un système d'assainissement autonome aux normes doit toutefois être assuré. Le règlement de la zone N précise qu'« En l'absence du réseau public d'assainissement, les constructions comporteront un système d'assainissement non collectif, conforme et adapté au terrain (Cf Annexes sanitaires – Zonage d'assainissement). Il devra être conçu de façon à être raccordé au réseau public quand celui-ci sera réalisé. »



Données : Bioinsight/SAGE Dore

3.2.1. Secteur de La Vernière

La partie est du hameau est concernée par la présence du Martignat, cours d'eau affluent de la Durolle. Les abords de ce dernier doivent être protégés.

La partie nord-ouest du hameau est concernée par une prairie humide délimitée par Bioinsight dans le cadre de l'identification des continuités écologiques présentes sur la commune, pour la révision générale du PLU.

Le projet surplombe légèrement la prairie humide. Au regard de la topographie toutefois, le projet aura peu d'impact direct sur la prairie humide.



Données : Bioinsight

L'ensemble des zones humides de la commune sont préservées par un classement en zone naturelle. Ce classement peut être assorti de protections supplémentaires selon la nature des milieux concernés.

La procédure de modification simplifiée n'a pas d'incidence notable sur les zones humides recensées. Elle ne remet pas en question les protections instaurées dans le PLU.

4. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

La commune de Celles-sur-Durolle s'inscrit dans un environnement naturel et rural de qualité.

On recense deux ZNIEFF sur le territoire de Celles-sur-Durolle :

- Bois noirs, secteur Auvergne (Type1)
- Bois noirs, Monts de la Madeleine (Type2)

4.1. ZNIEFF DE TYPE 1 – BOIS NOIRS, SECTEUR AUVERGNE (830020354)

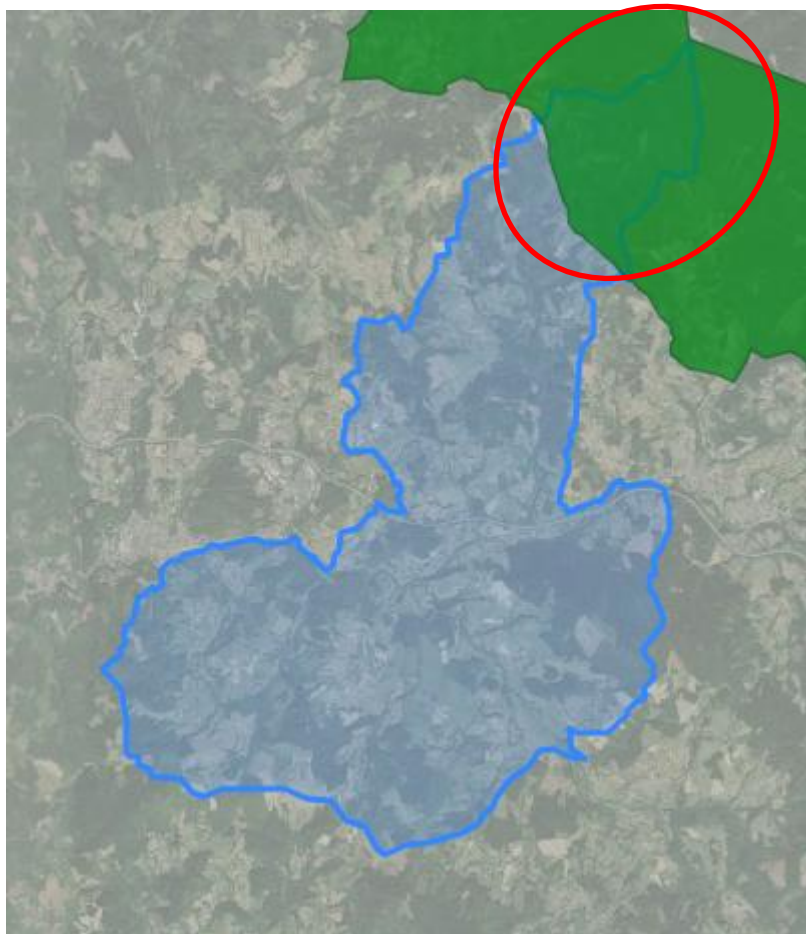
« Secteurs de superficie en général limitée, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ». Une ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes. Elle abrite obligatoirement au moins une espèce ou un habitat remarquable ou rare, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que celle des milieux environnants. »

4.1.1. Description

Superficie : 4367,03 ha

Situé à l'ouest de Thiers dans le prolongement nord des Monts du Forez, le massif granitique des Bois Noirs s'étend sur deux régions et 3 départements (Puy-de-Dôme, Loire, Allier). Il offre la plus importante forêt ancienne de Sapin d'un seul tenant du Massif Central: la propriété essentiellement privée a ralenti le processus d'intensification observé ailleurs, et le traitement en futaie jardinée a favorisé la qualité biologique du milieu. Certaines de ces sapinières, les plus acides et les plus froides, relèvent du Vaccinio-Piceion, habitat déterminant. L'originalité des Bois Noirs tient également à la présence de tourbières exceptionnellement bombées, remarquables à l'échelle européenne. Les plus caractéristiques se situent dans la vallée de l'Etui et comprennent quatre milieux déterminants: tourbière bombée active, tourbière de transition, communauté à Rhynchospora blanc et tourbière boisée. D'autres tourbières boisées, notamment par des bouleaux, occupent souvent des replats bien alimentés en eau. Les vallons abritent des mégaphorbiaies montagnardes (habitat déterminant), tandis que le sommet du Montoncel présente une hêtraie acidiphile atlantique, et une lande montagnarde bien caractérisée. L'intérêt patrimonial est très grand avec pas moins de 27 espèces déterminantes (liste se référant aux listes rouges régionales d'Auvergne, et à la liste rouge du département de la Loire pour les végétaux). Les tourbières comptent 6 espèces végétales protégées: la Laîche pauciflore, la Camarine noire, la Droséra à feuilles rondes, l'Andromède et les Canneberges à gros et petits fruits. La sapinière des Vaccinio-Piceetea abrite le Lycopode à rameaux annuels (protégé et très rare). D'autres fougères en liste rouge régionale, mais non protégées, sont plus répandues sur l'ensemble des sapinières, comme le Lycopode en massue, le Lycopode sélagine et Dryopteris remota. Polystichum lonchitis, très rare, a également été signalé. La Circée des Alpes (protégée) a été observée dans un versant frais. L'Ail de la Victoire (liste rouge régionale seulement) peut se trouver quant à lui près des tourbières ou près de la lande sommitale. Enfin la Campanille à feuilles de lierre, espèce nettement atlantique, figure en liste rouge du département de la Loire. L'avifaune comporte 5 espèces de la liste rouge régionale. La Gélinoite des bois ne compte que 2 populations dans le Massif Central, l'autre étant localisée dans le Forez et ne comptant également que quelques couples. Cette espèce est très sensible aux dérangements et aux modifications de son milieu. Le Merle à plastron et le Venturon montagnard (très rare dans le Massif Central), sont plus coutumiers des landes et forêts claires du montagnard supérieur et du subalpin. On note enfin le Gobemouche noir, et la Chouette de Tengmalm, espèce des massifs forestiers montagnards. Espèce à surveiller, le Tarin des Aulnes niche également dans le massif. Les mammifères comportent 3 espèces de la liste rouge régionale, le Muscardin, la Musaraigne aquatique et le Putois, et une espèce en limite d'aire, la Musaraigne carrelet. Parmi les reptiles, on note la Vipère péliade (liste rouge régionale). Les amphibiens comptent 3 espèces rares: la Rainette verte (liste rouge régionale), le Triton crêté et le Triton alpestre (limite d'aire). Parmi les papillons, sont mentionnés mais non confirmés récemment: le Cuivré de la Bistorte, le Nacré de la Canneberge, et le Cuivré des marais.

Source : Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne, - 830020354, BOIS NOIRS, SECTEUR AUVERGNE.



Carte de l'emprise de la ZNIEFF de type 1 sur la commune

Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel

4.1.2. Espèces végétales, animales et milieux présents

Habitat					
EUNIS	CORINE biotopes	Habitats d'intérêt communautaire	Source	Surface (%)	Observation
E3.51 Prairies à <i>Molinia caerulea</i> et communautés apparentées	37.31 Prairies à <i>Molinie</i> et communautés associées				2005 - 2005
G1.21 Forêts riveraines à <i>Fraxinus</i> et <i>Alnus</i> , sur sols inondés par les crues mais drainés aux basses eaux	44.3 Forêt de <i>Frênes</i> et d' <i>Aulnes</i> des fleuves médio-européens				2006 - 2006
G1.62 Hêtraies acidophiles atlantiques	41.12 Hêtraies atlantiques acidiphiles				1997 - 1997
	44.A Forêts marécageuses de <i>Bouleaux</i> et de <i>Conifères</i>				2001 - 2001
	51.1 Tourbières hautes à peu près naturelles				2001 - 2001
D2.3 Tourbières de transition et tourbières tremblantes	54.5 Tourbières de transition				1997 - 1997

Espèces									
Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nom vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Amphibiens	444430	<i>Ichthyosaura alpestris</i> (Laurenti, 1768)	<i>Triton alpestre</i> (Le)	Reproduction indéterminée	Informateur : Observatoire des Amphibiens (ODA) et Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhône-Alpes				2016
	121	<i>Triturus alpestris</i> (Laurenti, 1768)	<i>Triton alpestre</i> (Le)	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue de Protection des Oiseaux Auvergne				1990 - 1990
Crustacés	18437	<i>Austropotamobius pallipes</i> (Lereboullet, 1858)	<i>Écrevisse à pieds blancs</i> (L), <i>Écrevisse à pattes blanches</i> (L), <i>Écrevisse pallipède</i> (L)	Reproduction indéterminée	Informateur : Conseil Supérieur de la Pêche, Service Départemental de l'Allier				1995 - 1997
Lépidoptères	53865	<i>Euphydryas aurinia</i> (Rottemburg, 1775)	<i>Damier de la Succise</i> (Le), <i>Artémis</i> (L), <i>Damier printanier</i> (Le), <i>Mélitée des marais</i> (La), <i>Mélitée de la Scabieuse</i> (La), <i>Damier des marais</i> (Le)	Reproduction indéterminée	Informateur : BACHELARD P.				2005 - 2005
Odonates	65085	<i>Calopteryx virgo meridionalis</i> Selys, 1873	<i>Caloptéryx vierge méridional</i> , <i>Caloptéryx méridional</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : AMOR E., Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage DR Auvergne-Limousin				2006 - 2006
	199685	<i>Cordulegaster bidentata</i> Selys, 1843	<i>Cordulégastr bidenté</i> (Le)	Reproduction indéterminée	Informateur : Groupe Odonatologique d'Auvergne (GOA)				2015 - 2015
Oiseaux	3533	<i>Aegolius funereus</i> (Linnaeus, 1758)	<i>Chouette de Tengmalm</i> , <i>Nyctale de Tengmalm</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2017
	4586	<i>Carduelis spinus</i> (Linnaeus, 1758)	<i>Tarin des aulnes</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2017
	3784	<i>Certhia familiaris</i> Linnaeus, 1758	<i>Grimpereau des bois</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2017
	3422	<i>Columba oenas</i> Linnaeus, 1758	<i>Pigeon colombin</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2009
	4510	<i>Corvus corax</i> Linnaeus, 1758	<i>Grand corbeau</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2013
	4657	<i>Emberiza citrinella</i> Linnaeus, 1758	<i>Bruant jaune</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2017
	3507	<i>Glaucidium passerinum</i> (Linnaeus, 1758)	<i>Chevêche d'Europe</i> , <i>Chouette chevêche</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2017
	3807	<i>Lanius collurio</i> Linnaeus, 1758	<i>Pie-grièche écorcheur</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2015
	3814	<i>Lanius excubitor</i> Linnaeus, 1758	<i>Pie-grièche grise</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2010
	4603	<i>Loxia curvirostra</i> Linnaeus, 1758	<i>Bec-croisé des sapins</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2016
	3670	<i>Lullula arborea</i> (Linnaeus, 1758)	<i>Alouette lulu</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2010
	2832	<i>Pernis apivorus</i> (Linnaeus, 1758)	<i>Bondrée apivore</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne- Rhône-Alpes				2012

	4289	<i>Phylloscopus trochilus</i> (Linnaeus, 1758)	<i>Pouillot fitis</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhône-Alpes				2009
	534752	<i>Poecile montanus</i> (Conrad, 1827)	<i>Mésange boréale</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhône-Alpes				2017
	2559	<i>Scolopax rusticola</i> Linnaeus, 1758	<i>Bécasse des bois</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhône-Alpes				2012
	4254	<i>Sylvia borin</i> (Boddaert, 1783)	<i>Fauvette des jardins</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhône-Alpes				2010
	4127	<i>Turdus pilaris</i> Linnaeus, 1758	<i>Grive litorne</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhône-Alpes				2017
	4112	<i>Turdus torquatus</i> Linnaeus, 1758	<i>Merle à plastron</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhône-Alpes				2013
Phanérogames	95442	<i>Drosera rotundifolia</i> L., 1753	<i>Rosolis à feuilles rondes, Droséra à feuilles rondes</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Conservatoire botanique national du massif central (CBMNC)				2004
	122810	<i>Serapias lingua</i> L., 1753	<i>Sérapias langue, Sérapias à languette</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Conservatoire botanique national du massif central (CBMNC)				2015
Ptérédophytes	95589	<i>Dryopteris remota</i> (A.Braun ex Döll) Druce, 1908	<i>Dryoptéride espacée, Dryoptéride à divisions espacées, Dryoptéride à penes espacées, Fougère à penes espacées, Fougère espacée, Dryoptéris espacé</i>	Reproduction certaine ou probable	Informateur : BOUDRIE M.				1992 - 1992
	103034	<i>Huperzia selago</i> (L.) Bernh. ex Schrank & Mart., 1829	<i>Huperzie sélagine, Lycopode sélagine, Lycopode dressé</i>	Reproduction certaine ou probable	Informateur : PETETIN A.				1996 - 1996
	107003	<i>Lycopodium clavatum</i> L., 1753	<i>Lycopode en massue, Eguaire</i>	Reproduction indéterminée	Informateur : Conservatoire botanique national du massif central (CBMNC)				2009
	115061	<i>Polystichum lonchitis</i> (L.) Roth, 1799	<i>Polystic lonchite, Polystic en fer de lance, Polystic en forme de lance</i>	Reproduction certaine ou probable	Informateur : PETETIN A.				1996 - 1996

Source : Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne, - 830020354, BOIS NOIRS, SECTEUR AUVERGNE.

Le secteur des Trois Lindes se situe à plus de 1,5 km de la limite de la ZNIEFF de type 1.

Le secteur de La Vernière se situe à plus de 7 km de la ZNIEFF de type 1. La topographie et la configuration de la commune d'une part et l'objet de la procédure sur ce secteur (classement en zone agricole d'une parcelle déjà occupée par l'agriculture) d'autre part, ne génèrent pas d'impact notable direct ou indirect sur cette ZNIEFF de type 1.

La procédure de modification simplifiée n'a pas d'incidence notable sur la ZNIEFF de type 1 Bois Noirs, secteur Auvergne.

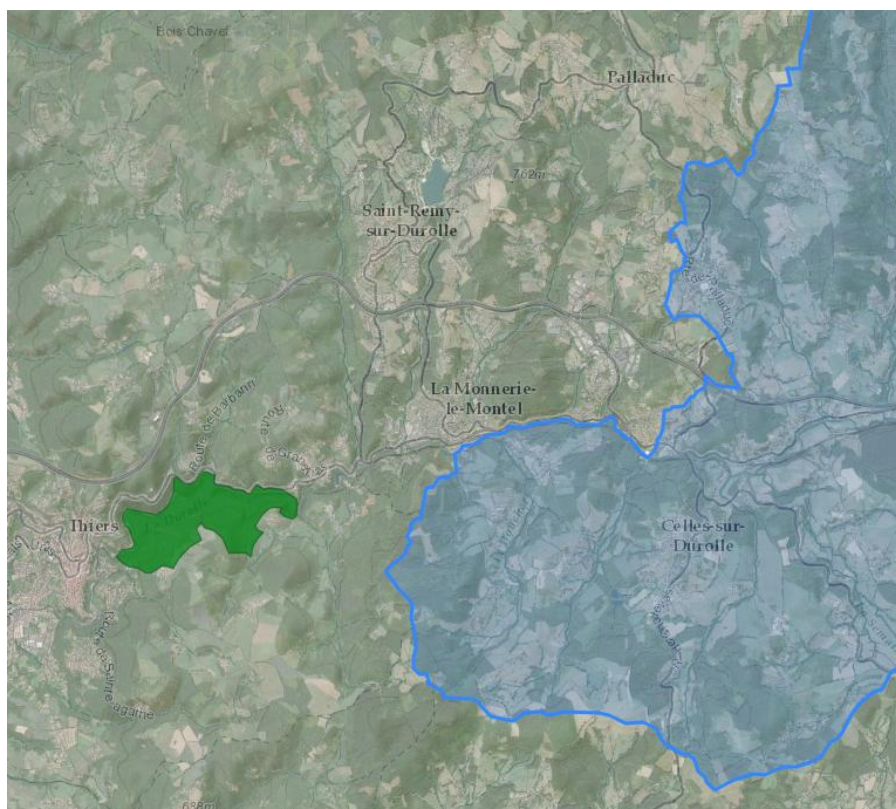
4.2. ZNIEFF DE TYPE 1 – GORGES DE LA DUROLLE (830005503)

4.2.1. Description

Superficie : 113,44 ha

Les gorges de la Durolle se trouvent sur la commune de Thiers. Cette ZNIEFF se situe à environ un kilomètre du territoire communal.

Cette vallée forestière de la région thiernoise présente des mosaïques de forêts mélangées de ravin et de pentes, et végétations de rochers et falaises. Dans ces derniers milieux déterminants, on note la présence de la Centaurée pectinée.



Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel

4.2.2. Données sur la ZNIEFF de type 1

Mesures de protections
<p>87 - Abord de monument historique</p> <p>40 - Zone protégée au titre de la Loi Montagne</p> <p>31 - Site inscrit selon la loi de 1930</p> <p>80 - Parc Naturel Régional</p>
Critères d'intérêts
<p>Patrimoniaux :</p> <p>1 - Critères d'intérêts patrimoniaux</p> <p>2 - Écologique</p> <p>12 - Faunistique</p> <p>16 - Oiseaux</p> <p>17 - Mammifères</p> <p>31 - Lépidoptères</p> <p>41 - Insectes</p> <p>42 - Floristique</p> <p>46 – Phanérogames</p> <p>Fonctionnels :</p> <p>78 - Zone particulière d'alimentation</p> <p>Complémentaires :</p> <p>83 - Paysager</p> <p>88 - Historique</p>

Source : Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne, - 830005503, GORGES DE LA DUROLLE.

La ZNIEFF de type 1 Gorge de la Durolle se trouve à 3 km de la Vernière et à 7 km des Trois Lindes. Vu les objets de la modification simplifiée n°3 et les caractéristiques de la ZNIEFF, la présente procédure ne présente pas d'impact notable direct ou indirect significatif sur la ZNIEFF de type 1 Gorge de la Durolle.

4.3. ZNIEFF DE TYPE 2 – BOIS NOIRS, MONT DE LA MADELEINE (830007452)

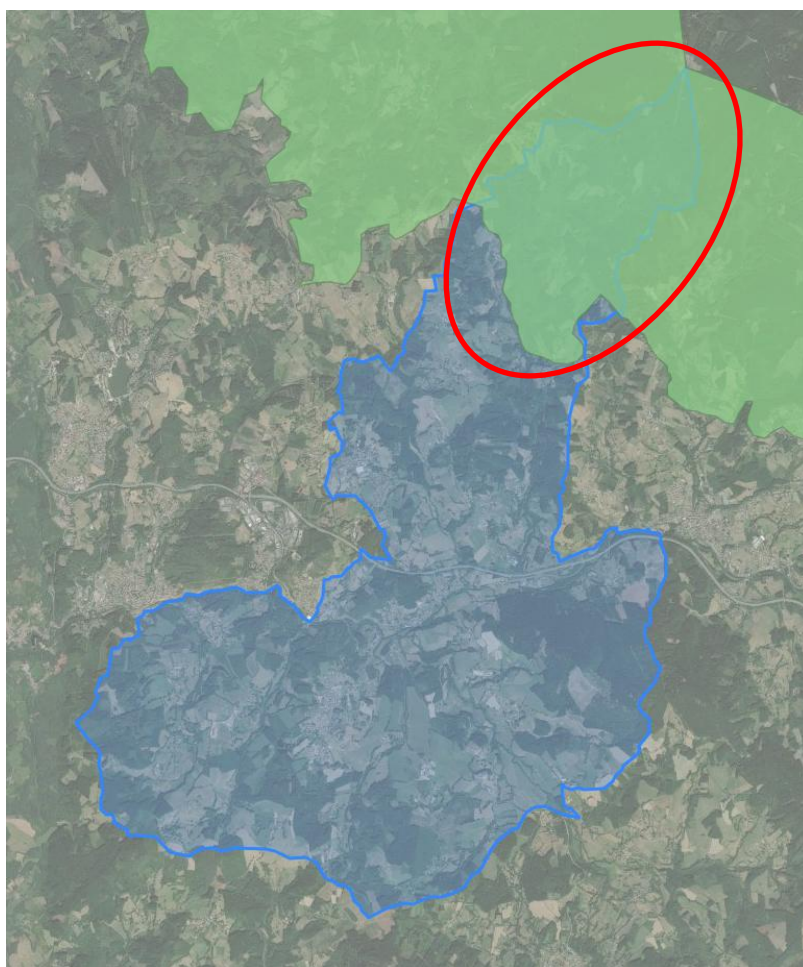
« Grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes ». Une ZNIEFF de type II contient des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Chaque ensemble constitutif de la zone est une combinaison d'unités écologiques, présentant des caractéristiques homogènes dans leur structure ou leur fonctionnement. Elle se distingue de la moyenne du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible. »

4.3.1. Description

Superficie : 16 009,86 ha

Cet ensemble naturel concerne les Bois Noirs et les Monts de la Madeleine, cette ZNIEFF de type 2 inclue la ZNIEFF de type 1, Bois noirs, secteur Auvergne .

Les secteurs les plus remarquables en terme faunistique et floristique y sont identifiés par plusieurs ZNIEFF de type I souvent étendues et fortement interdépendantes.



Carte de l'emprise de la ZNIEFF de type 2 sur la commune
Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel

4.3.2. Données sur la ZNIEFF de type 2

Mesures de protections
21 - Forêt domaniale 40 - Zone protégée au titre de la Loi Montagne 87 - Abord de monument historique 80 - Parc Naturel Régional 31 - Site inscrit selon la loi de 1930 62 - Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)
Critères d'intérêts patrimoniaux
30 - Orthoptères 1 - Critères d'intérêts patrimoniaux 12 - Faunistique 14 - Amphibiens 16 - Oiseaux 17 - Mammifères 26 - Crustacés 29 - Odonates 31 - Lépidoptères 39 - Autre Faune (préciser) 41 - Insectes 42 - Floristique 45 - Ptéridophytes 46 - Phanérogames

Source : Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne,- 830007452, BOIS NOIRS - MONTS DE LA MADELEINE.

Les objets de la modification simplifiée n°3 ne présentent pas d'impact notable direct ou indirect sur la ZNIEFF de type 2 Bois Noirs – Mont de la Madeleine, bien que celle dernière soit située à moins d'un kilomètre du hameau des Trois Lindes.

4.4. ZNIEFF DE TYPE 2 – HAUT FOREZ (830007454)**4.4.1. Description**

Superficie : 57 645,37 ha

Cette ZNIEFF de type 2 inclut un nombre important de ZNIEFF de type 1. Il est important de le préciser, compte tenu de son fort impact et de ses liens écologiques avec d'autres ZNIEFF.



Carte de l'emprise de la ZNIEFF de type 2 « HAUT FOREZ » sur la commune
Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel

Mesures de protections	
80 - Parc Naturel Régional	
93 - Réserve naturelle régionale	
21 - Forêt domaniale	
87 - Abord de monument historique	
32 - Site classé selon la loi de 1930	
31 - Site inscrit selon la loi de 1930	
84 - Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain	
40 - Zone protégée au titre de la Loi Montagne	
38 - Arrêté Préfectoral de Biotope	
62 - Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)	
Critères d'intérêts patrimoniaux	
30 - Orthoptères	
1 - Critères d'intérêts patrimoniaux	
12 - Faunistique	
14 - Amphibiens	
15 - Reptiles	
16 - Oiseaux	
17 - Mammifères	
25 - Mollusques	
26 - Crustacés	
29 - Odonates	

31 - Lépidoptères
32 - Coléoptères
39 - Autre Faune (préciser)
41 - Insectes
42 - Floristique
45 - Ptéridophytes
46 - Phanérogames

Les objets de la modification simplifiée n°3 ne présentent pas d'impact notable direct ou indirect significatif sur la ZNIEFF de type 2 Haut Forez.

5. LES CONTINUITES ECOLOGIQUES DELIMITEES DANS LE CADRE DE LA REVISION GENERALE DU PLU SOUMISE A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, EN COURS.

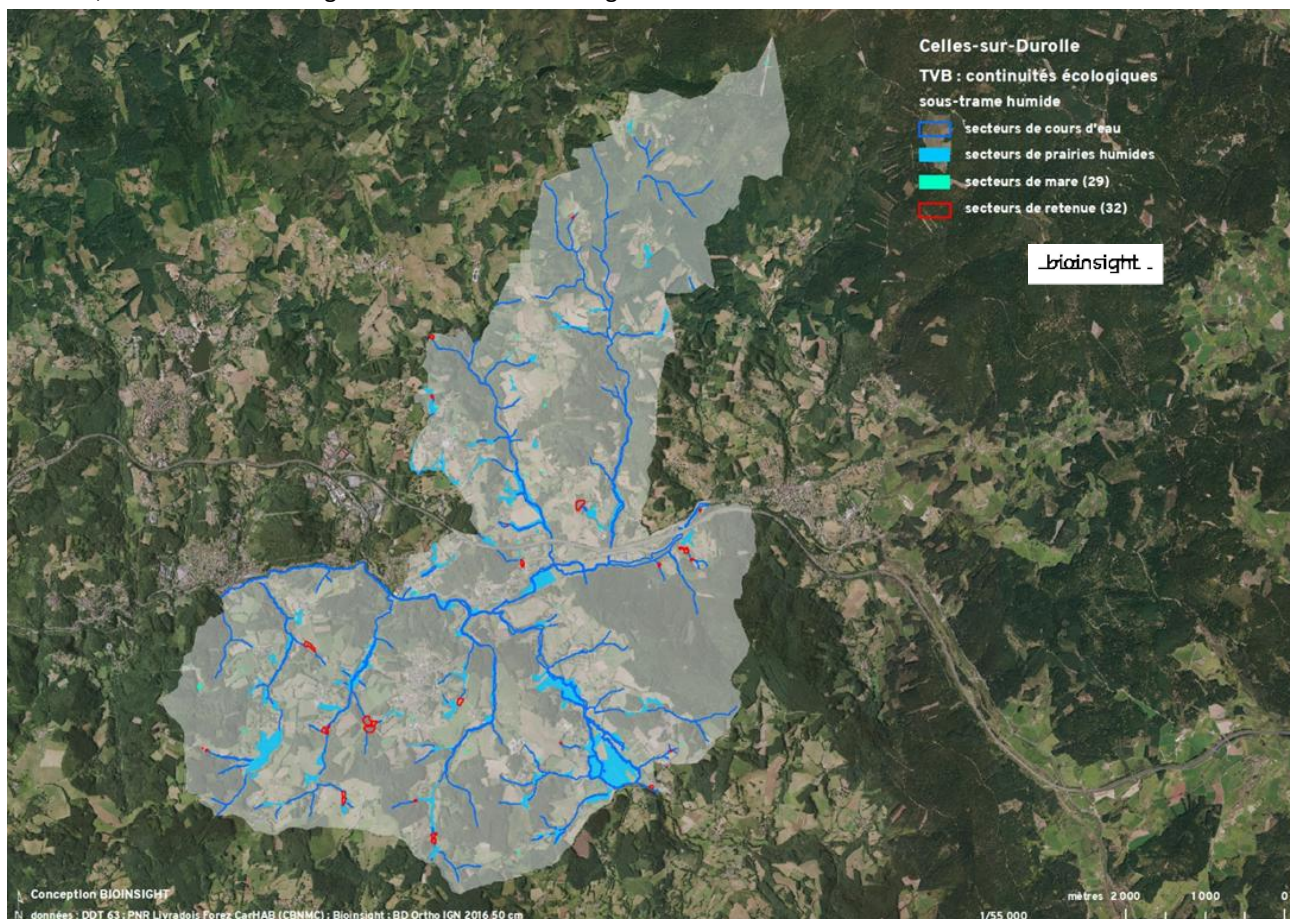
Le bureau d'études Bioinsight a identifié plusieurs continuités écologiques sur le territoire :

- 1- sous-trame humide : secteurs de cours d'eau, prairie humide, mare et retenue ;
- 2- sous-trame boisée : secteurs de forêt présumée ancienne ;
- 3- sous-trame bocagère : secteurs de haie et arbre isolé ;
- 4- sous-trame ouverte et semi-ouverte : secteurs de prairie de fauche et lande.

Le chapitre ci-dessous est réalisé à partir des extraits de l'état initial de l'environnement réalisé dans le cadre de la révision générale du PLU menée en parallèle, par Bioinsight.

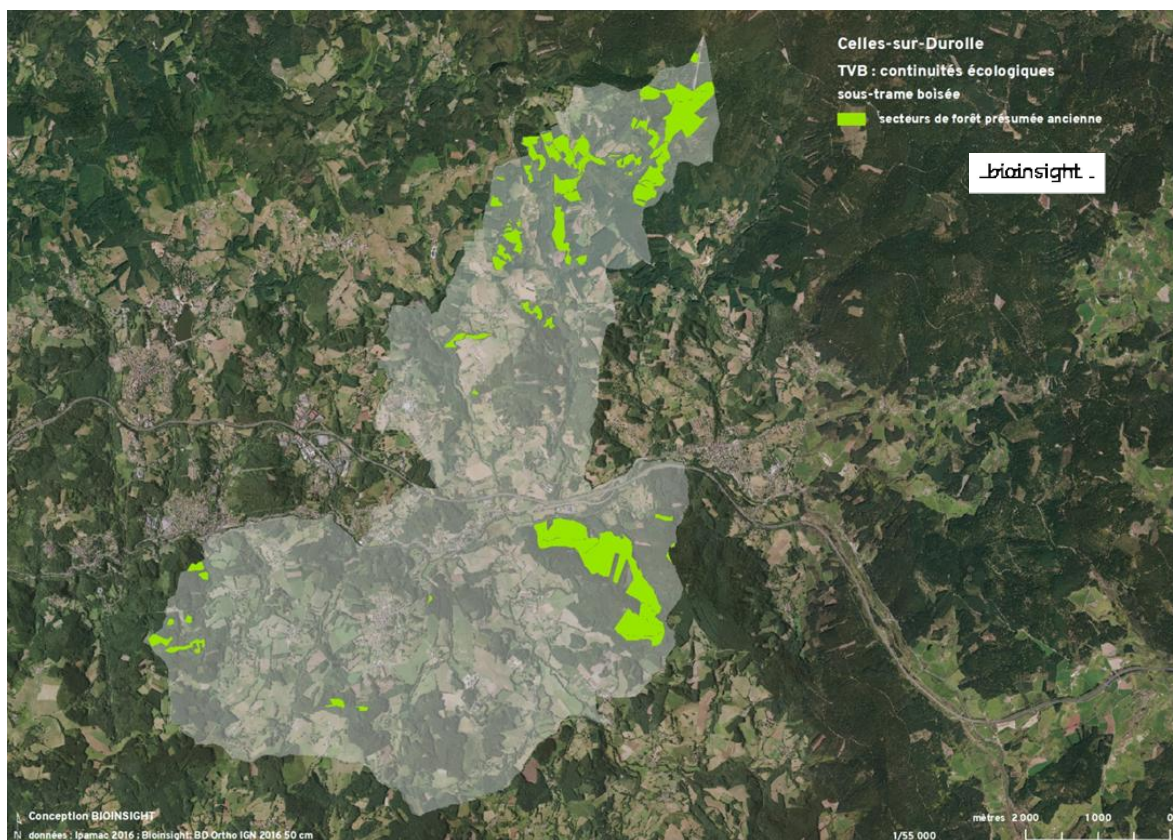
5.1.1. Sous-trame humide : secteurs de cours d'eau, prairie humide, mare et retenue

La commune se caractérise par un réseau hydrographique dense : la Durolle, la Jalonne, le ruisseau de Chabauty, le Bouchet, le ruisseau de Martignat et le ruisseau de Dauge.



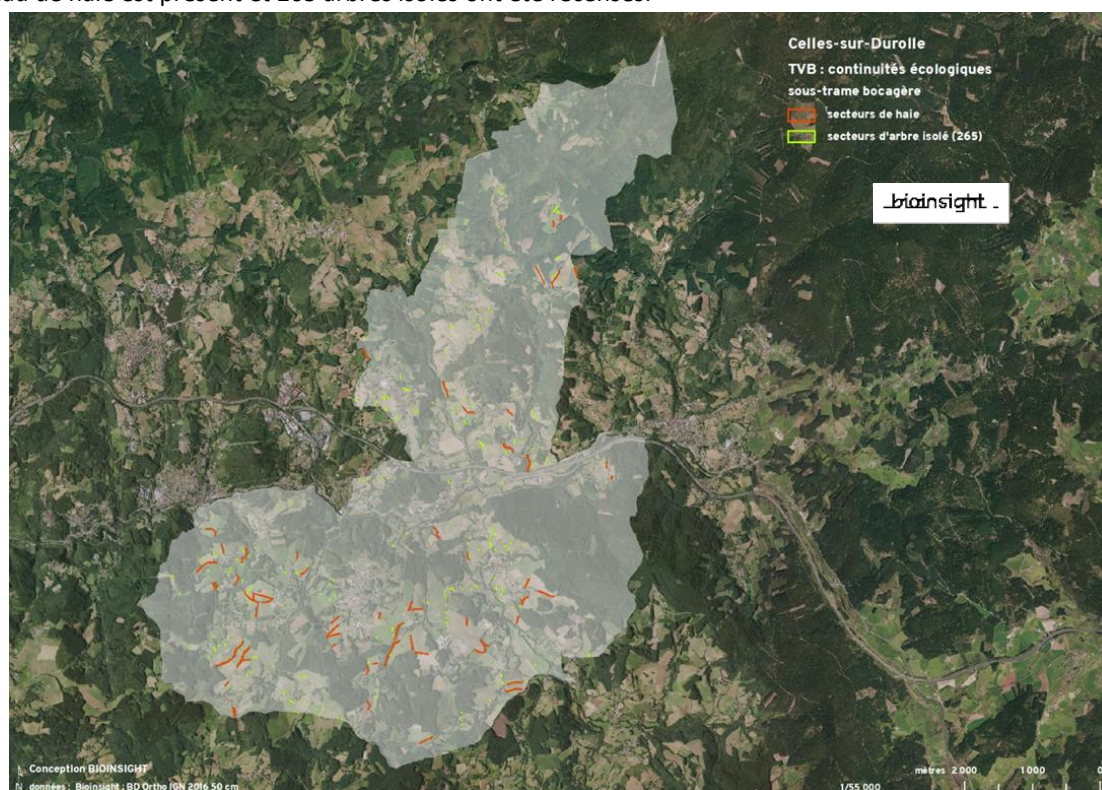
5.1.2. Sous-trame boisée : secteur de forêt présumée ancienne

Les secteurs de forêt présumée ancienne totalisent 244,65 ha, soit 11,1 % de la superficie des 2 211,13 ha de forêt actuelle du territoire.



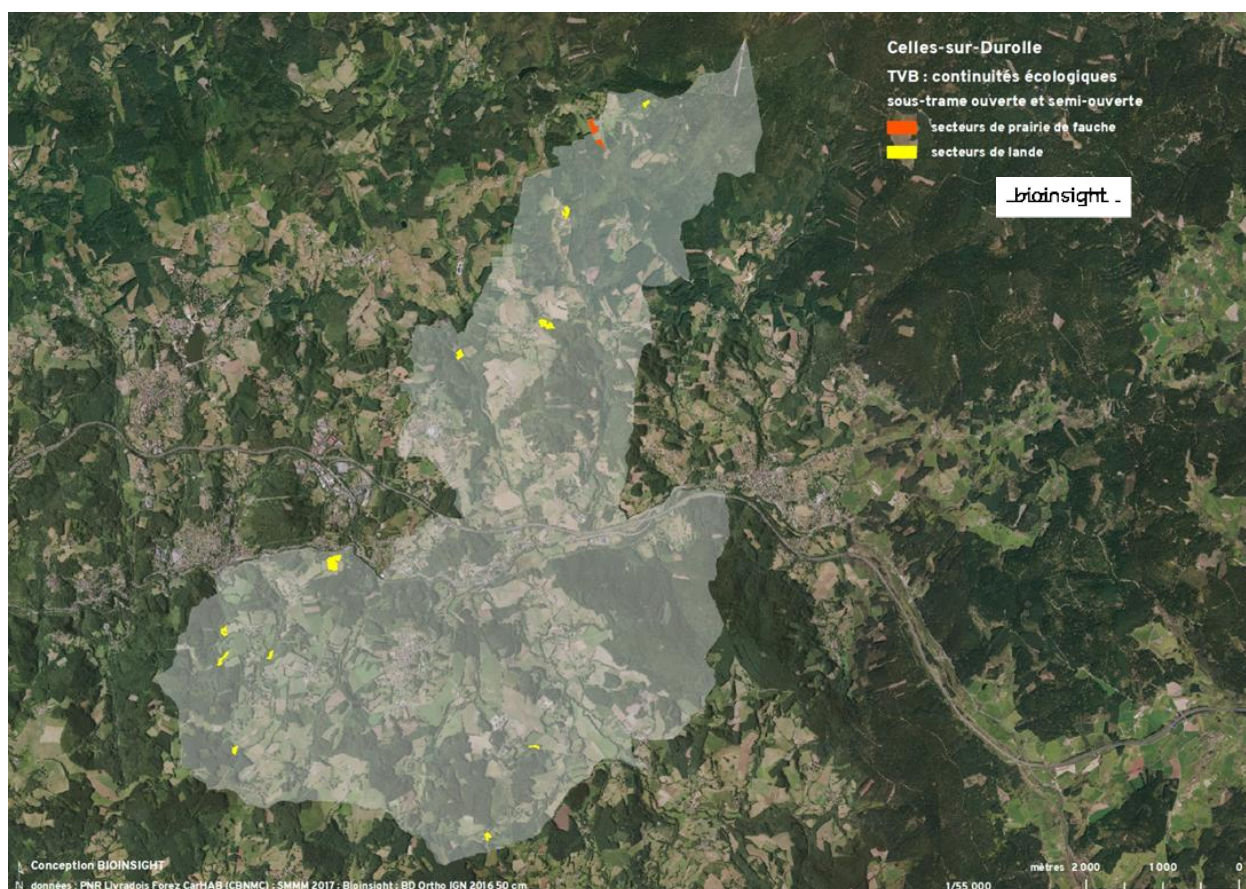
5.1.3. Sous-trame bocagère : secteurs de haie et d'arbre isolé

Un réseau de haie est présent et 265 arbres isolés ont été recensés.

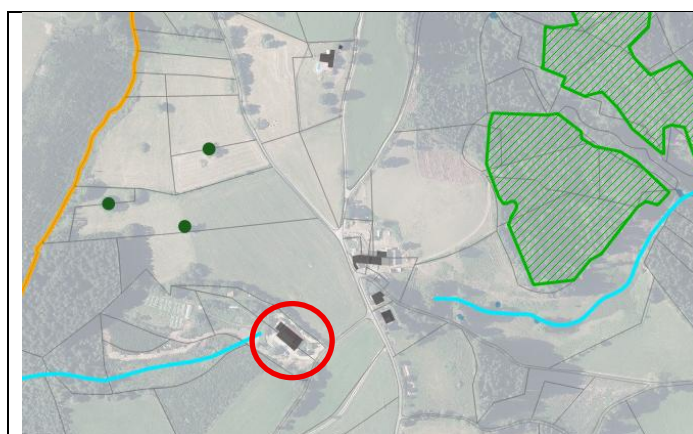


5.1.4. Sous-trame ouverte et semi-ouverte : secteurs de prairie et de lande

Ce sont les habitats naturels ouverts d'intérêt communautaire : secteurs de prairie de fauche (code Natura 2000 6510) ainsi que les secteurs de landes sèches (4030) dans le site Natura 2000 bois Noirs pour 312 m². D'autres landes à fougères sont relevées. Ils forment un corridor discontinu de réservoirs de biodiversité ouverts et semi-ouverts.



5.1.5. Zoom sur les secteurs de projet concernés par la procédure de modification simplifiée



- Secteur d'arbres isolés
- Secteur de forêt présumée ancienne
- Secteur de cours d'eau

Source : Bioinsight

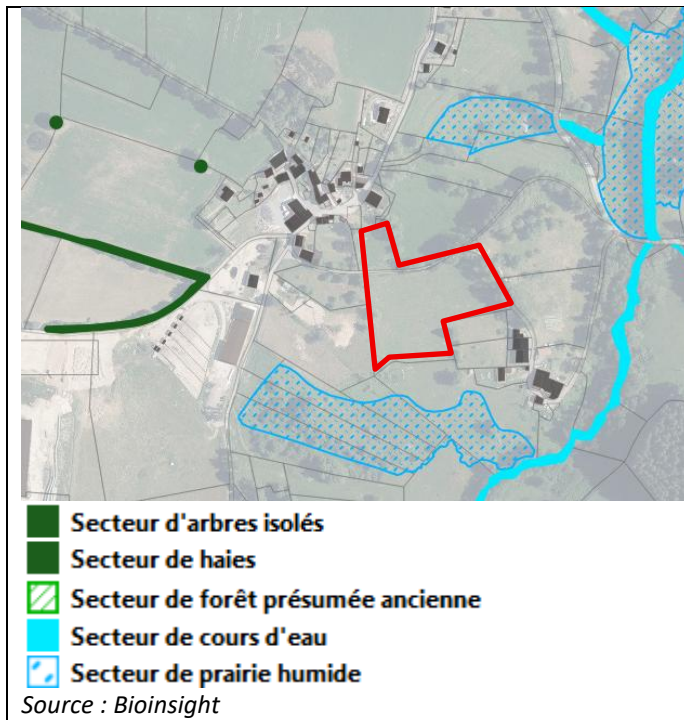
Trois Lindes

Comme évoqué précédemment, le bâtiment se trouve à proximité d'un cours d'eau. Ce cours d'eau n'est pas repéré en réservoir de biodiversité par le SRADDET. IL est identifié au titre de l'article L214-17 1° du code de l'environnementale (obstacle interdit).

Néanmoins, les abords de la construction sont déjà aménagés.

Les autres continuités écologiques correspondent à des arbres isolés contribuant à la préservation du réseau bocager et les forêts présumées anciennes.

Le projet n'impacte pas les continuités écologiques.



La Vernière

Le projet se situe entre le hameau de La Vernière, le village de Martignat, le ruisseau de Martignat et des prairies humides.

Néanmoins, le périmètre du projet n'impacte pas les continuités écologiques repérées.

Les deux projets concernés par la procédure de modification simplifiée n°3 évitent les continuités écologiques repérées. Ils ne présentent donc pas d'impact notable sur les continuités écologiques de la commune.

5.2. LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL LIVRADOIS-FOREZ

La charte du PNR du Livradois-Forez présente le projet de territoire en fixant les axes de développement, les objectifs à atteindre et les actions à conduire. Elle constitue le document de référence pour 15 ans (2011-2026) en matière de développement durable.

Elle s'organise en 4 axes principaux déclinés en sous objectifs :

Axe 1 : Un socle patrimonial facteur d'appartenance

- Maintenir la biodiversité et diversifier les habitats naturels
- Construire les paysages de demain,
- Transmettre et investir les patrimoines culturels d'hier et d'aujourd'hui.

Axe 2 : Un territoire de ressources au bénéfice des habitants

- Préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques par une gestion exemplaire,
- Promouvoir et développer une gestion durable de la forêt,
- Encourager des pratiques agricoles saines favorables à une gestion durable des ressources,
- Développer un tourisme durable de nature et de patrimoines, fondé sur des rencontres,
- Valoriser les ressources en énergies renouvelables.

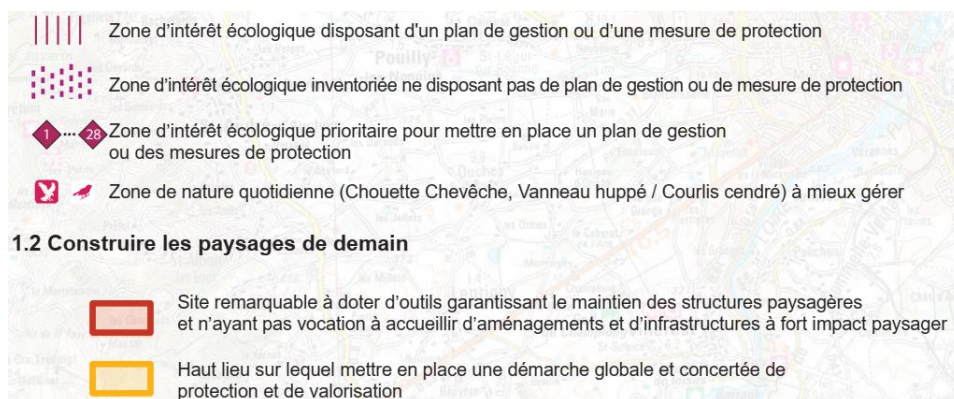
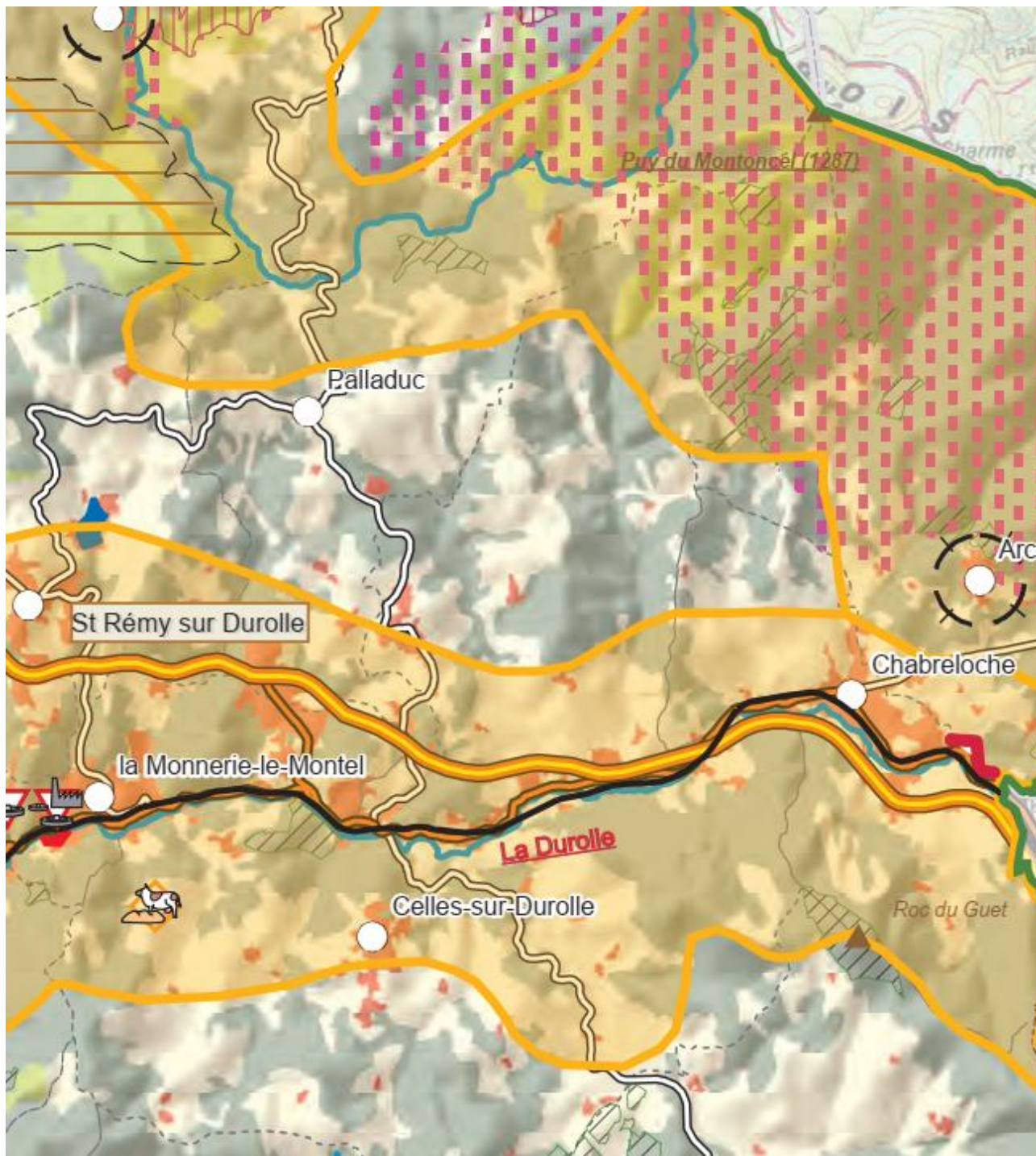
Axe 3 : Des pratiques plus durables pour une autre vie

- Impliquer les entreprises dans plus de performance environnementale et sociale,
- Mettre en œuvre un urbanisme frugal en espace et en énergie,
- Réduire nos consommations d'énergie en vivant mieux,
- Outiller les collectivités locales pour qu'elles soient les moteurs au changement.

Axe 4 : « Citoyens d'ici et du monde », l'Homme au cœur du projet

- Activer le passage des idées aux actes,
- Agir pour plus de solidarité,
- S'ouvrir aux autres et au monde par la culture.

La charte du parc implique notamment *les engagements* suivants pour la commune de Celles-sur-Durolle:



Zoom sur l'objet stratégique « Construire les paysages de demain » :

Les communes et EPCI s'engagent pour atteindre cet objectif :

- Construire une culture paysagère partagée
- Faire face au banal et cultiver l'ouverture
- Protéger les sites et les espaces paysagers les plus emblématiques: Les "hauts lieux" sont des espaces beaucoup plus vastes, élevés dans l'échelle des valeurs paysagères du parc parce qu'ils sont emblématique de son identité. Cela implique notamment de faire l'objet d'une attention particulière lors de toute opération d'aménagement, en particulier dans les situations de co-visibilités, d'interdire les nouveaux aménagements et nouvelles infrastructures à fort impact visuel

Ces ambitions sont compatibles avec le développement d'une exploitation agricole.

Les deux projets concernés par la procédure de modification simplifiée n°3 évitent les continuités écologiques repérées. Le projet situé sur la Vernière est concerné par l'objectif de construire les paysages de demain « Haut lieu sur lequel mettre en place une démarche globale et concertée de protection et de valorisation ». Le projet de développement d'une exploitation agricole sur un site présentant peu de co-visibilité est compatible avec cet objectif.

5.3. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX : SDAGE LOIRE-BRETAGNE

Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) sont réalisés à l'échelle des six grands bassins hydrographiques français. Ces documents sont issus de la loi sur l'eau de 1992 ; la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) de 2006 renforce la portée réglementaire des SAGE.

Conformément aux dispositions de l'article L.131-4 à 8 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de Celles-sur-Durolle doit être compatible avec les orientations du SDAGE du bassin Loire Bretagne 2022-2027. Les 14 grandes orientations fondamentales retenues par le SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 sont :

- Repenser les aménagements de cours d'eau dans leur bassin versant
- Réduire la pollution par les nitrates
- Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides
- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau
- Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable
- Préserver et restaurer les zones humides
- Préserver la biodiversité aquatique
- Préserver le littoral
- Préserver les têtes de bassin versant
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges

5.4. LE SCOT LIVRADOIS FOREZ

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Livradois-Forez vise à organiser le développement durable du territoire. Il prend en compte les spécificités du Parc Naturel Régional Livradois-Forez. Le SCoT fixe des objectifs en matière d'urbanisme, d'habitat, de mobilité, d'environnement et de développement économique.

Il est issu d'une volonté de coordination de l'aménagement du territoire entre les différentes collectivités.

Sa superficie est d'environ 2 100 km². Le SCoT Livradois-Forez englobe un territoire d'environ 84 000 habitants en 2021. Le SCOT du Livradois-Forez regroupe trois intercommunalités, la Communauté de Communes Entre Dore et Allier, la Communauté de Communes Thiers Dore et Montagne et la Communauté de Communes Ambert Livradois-Forez.

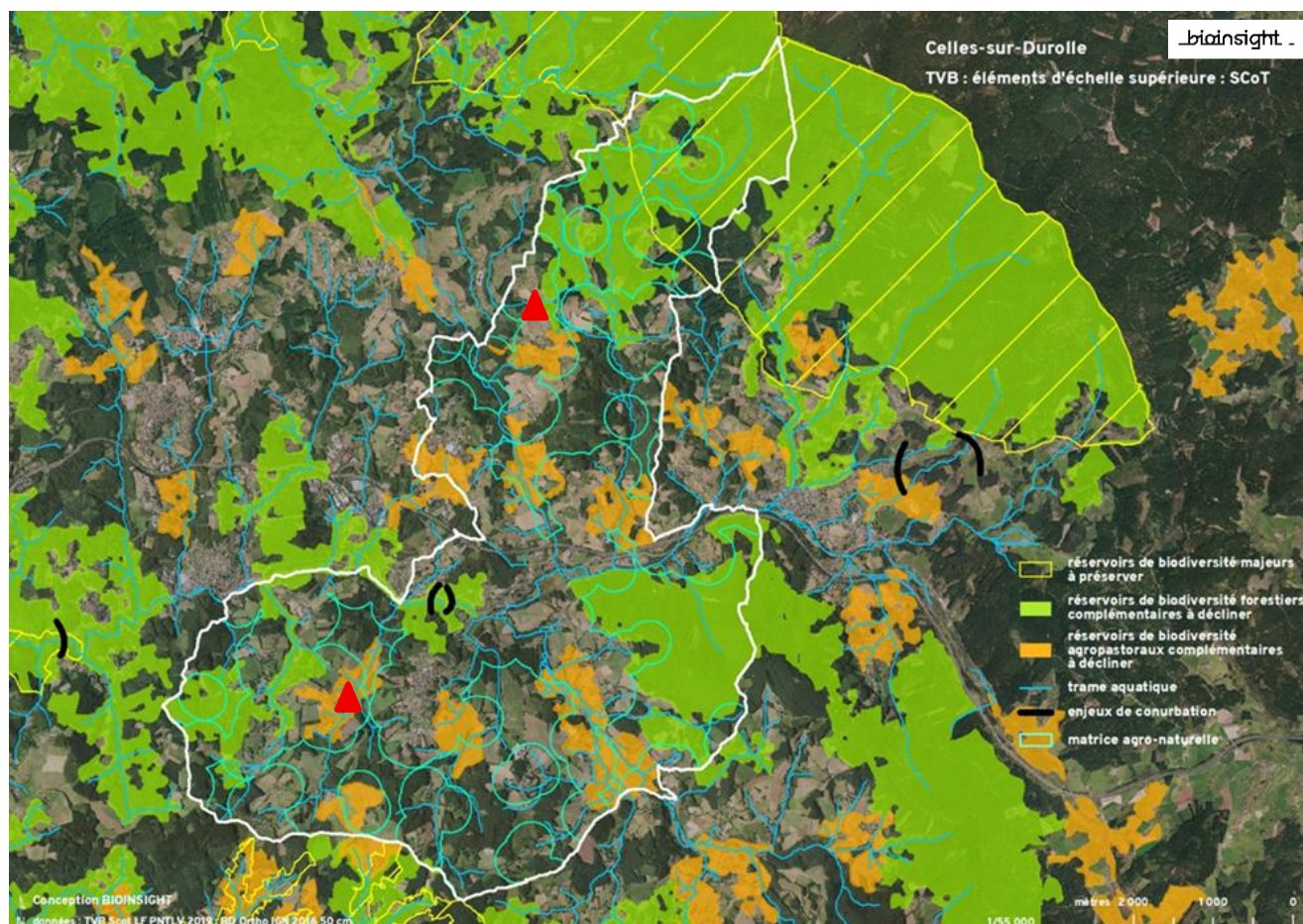
Dans le nouveau SCoT approuvé, Celles-sur-Durolle est identifiée comme une commune rurale périurbaine dont le pôle principal est Thiers.

Le SCoT est organisé autour de 12 orientations fortes :

5.4.1. Conforter l'armature des espaces naturels, agricoles, forestiers et les paysages

Le projet de changement de destination au sud du lieu-dit Trois Lindes est concerné par la matrice agro-naturelle.

Le projet de développement de l'activité agricole au lieu-dit la Vernière est situé à proximité d'un réservoir de biodiversité agropastoral complémentaire à décliner.



▲ Secteur concerné par la procédure de modification simplifiée n°3 du PLU.

Le SCOT recommande la préservation des réservoirs de biodiversité agropastoraux complémentaires avec les objectifs suivants :

« Sur l'ensemble des milieux agropastoraux du territoire, le maillage bocager doit être maintenu, ainsi que les arbres isolés, les murets ou les points d'eau (mares, serves, ...) faisant partie intégrante du bocage.

Les documents d'urbanisme locaux pourront mettre ces éléments au cœur de leur stratégie (identification dans le cadre de l'état initial de l'environnement, propositions d'objectifs dans le PADD) afin de s'assurer d'une préservation d'un maillage fonctionnel sur le territoire.

Par ailleurs, les documents d'urbanisme locaux favoriseront le maintien ou le redéploiement d'une activité agricole respectueuse des milieux en tenant compte des enjeux mis en évidence dans le plan biodiversité (avril 2014) et de la stratégie du Parc naturel régional Livradois-Forez sur certains secteurs en voie de fermeture ou d'enfrichement comme par exemple :

- Les prairies humides de la plaine des Varennes (très sensible vis à vis du développement urbain) ;
- Les prairies de fauche montagnardes du Nord-Livradois ;

- Les cultures sur substrat marno-calcaire du secteur Arlanc-Beurrières. »

La création d'une zone agricole afin de permettre le développement d'une exploitation agricole existante est compatible avec les recommandations du SCOT.

- ✓ **Affirmer une armature territoriale qui renforce l'organisation, le fonctionnement et l'attractivité du territoire**

Sans enjeu au regard des objets de la modification simplifiée n°3.

- ✓ **Développer une offre de logements, qualitative et solidaire, pour répondre aux besoins de la population**

Sans enjeu au regard des objets de la modification simplifiée n°3.

- ✓ **Maintenir et renforcer l'offre des commerces et des services de proximité**

Sans enjeu au regard des objets de la modification simplifiée n°3.

- ✓ **Répondre aux besoins de mobilité et de communication**

Sans enjeu au regard des objets de la modification simplifiée n°3.

- ✓ **Développer les équipements et les réseaux nécessaires à la vie quotidienne des habitants**

Sans enjeu au regard des objets de la modification simplifiée n°3.

- ✓ **Intégrer le risque au cœur du développement territorial**

Sans enjeu au regard des objets de la modification simplifiée n°3.

- ✓ **Accompagner la mutation du tissu industriel**

Sans enjeu au regard des objets de la modification simplifiée n°3.

- ✓ **Mobiliser la ressource bois et créer de la valeur ajoutée localement**

Sans enjeu au regard des objets de la modification simplifiée n°3.

- ✓ **Conforter une agriculture de qualité**

- Développer les équipements nécessaires à la production agricole et à sa transformation.

Le SCOT souligne l'intérêt de la création d'équipements nécessaires à la transformation-valorisation des productions agricoles.

En compatibilité avec les autres prescriptions du DOO, les documents d'urbanisme locaux devront prévoir le foncier nécessaire pour l'implantation des équipements nécessaires : silos, entreprises agricoles et alimentaires, abattoirs...

De manière similaire, les projets de valorisation touristique associés à l'agriculture seront favorisés.

Les modifications apportées dans le cadre de la présente procédure sont compatibles avec les prescriptions du SCOT.

- Favoriser le développement des circuits courts.

- ✓ **Structurer et développer une offre touristique attractive fondée sur la découverte**

Sans enjeu au regard des objets de la modification simplifiée n°3.

- ✓ **Faire du Livradois-Forez un territoire d'excellence énergétique**

Sans enjeu majeur au regard des objets de la modification simplifiée n°3.

Les deux projets concernés par la procédure de modification simplifiée n°3 s'inscrivent en compatibilité avec le SCOT Livradois Forez.

5.5. LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) AUVERGNE-RHONE-ALPES

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté le 20 décembre 2019. Il a été élaboré à l'horizon 2030 et recouvre 11 thématiques obligatoires déclinées en 43 règles. Les principales règles susceptibles de concerner la présente procédure sont :

- Préservation du foncier agricole et forestier
 - o Protéger les espaces agricoles et forestiers stratégiques et nécessaires à la production agricole en prenant en compte la qualité agronomique et le potentiel agricole des sols, les paysages remarquables, la biodiversité, les investissements publics réalisés. Il conviendra en parallèle d'identifier les secteurs de déprise à l'origine des friches agricoles ;
 - o Mettre en œuvre les mesures nécessaires à la structuration et la préservation des espaces agricoles et forestiers stratégiques sous pression foncière tout en rendant possibles les activités indispensables à leur fonctionnement ;
 - o Définir les modalités d'implantation des unités de transformation, de logements des exploitants et de développement de la pluriactivité.
- Protection et restauration de la biodiversité
 - o Préservation des continuités écologiques : préciser les continuités écologiques à l'échelle de leur territoire, sur la base de la TVB régionale du SRADDET et des investigations complémentaires ;
 - o Garantir leur préservation par l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques, et éviter leur urbanisation, notamment dans les sites Natura 2000, afin de ne pas remettre en cause l'état de conservation des habitats et espèces ayant servi à la désignation des sites ;
 - o Préservation des réservoirs de biodiversité ;
 - o Préservation des corridors écologiques ;
 - o Préservation de la trame bleue ;
 - o Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité ;
 - o Préservation de la biodiversité ordinaire.

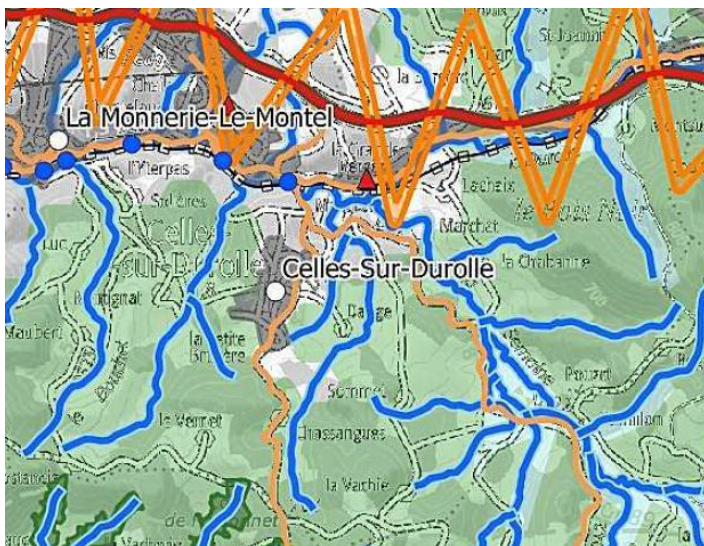
Extrait de l'atlas biodiversité du SRADDET :



Le projet d'identification du bâtiment en changement de destination sur Trois Lindes est concerné par un espace perméable de biodiversité de surface/espace perméable liés aux milieux terrestres.

Le SRADDET définit la règle suivante :

Préserver la biodiversité ordinaire : limiter fortement la consommation d'espaces perméables relais



Le projet agricole nécessitant la création d'une zone A sur La Vernière est également concernée par un espace perméable de biodiversité de surface/espace perméable liés aux milieux terrestres.

Il se situe à proximité du cours d'eau de Martignat, identifié comme cours d'eau de la trame bleue.

Les deux projets concernés par la procédure de modification simplifiée n°3 ne présentent pas d'impact notable sur les règles définies par le SRADDET.

6. ANALYSE DES INCIDENCES SUR L'AIR, ENERGIE, CLIMAT

La commune de Celles-sur-Durolle fait partie de la communauté de communes Thiers Dore et Montagne, dotée d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en 2020 définissant des orientations sur 2020-2026 visant à maîtriser la consommation énergétique, s'adapter au changement climatique, réduire les émissions de gaz à effet de serre, améliorer la qualité de l'air, encourager le développement des énergies renouvelables.

Il regroupe les actions que la communauté de Commune mettra en œuvre pour atteindre les objectifs fixés à échéance 2050 :

- La réduction de 35 % des consommations d'énergie finale du territoire;
- La réduction de 63% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES);
- La multiplication par 2,5 de la production d'énergie renouvelable ;
- La réduction des émissions de polluants atmosphériques ;
- L'adaptation du territoire au changement climatique.

Cette planification est découpée en périodes de 6 ans, dont la première a démarré en 2020, pour s'achever en 2026.

En lien avec ces objectifs, 6 programmes d'actions ont été définis :

- Programme d'action A : Bâtiment et urbanisme
- Programme d'action B: Secteur transport et déplacement
- Programme d'action C : Agriculture et sylviculture
 - o Développement de nouvelles pratiques agricoles
 - o Développement de nouvelles pratiques de gestion forestière
 - o Mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial
 - o Développement de la filière bois d'œuvre et des produits biosourcés locaux
 - o Développement de la filière bois-énergie
 - o Développement de la filière méthanisation
- Programme d'action D : Industrie et activités économiques
- Programme d'action E : Une communauté de communes coordinatrice, des collectivités exemplaires
- Programme d'action AD : Fiches-actions émanant de l'accompagnement départemental

La modification simplifiée du PLU n'intervient pas directement sur les thématiques du PCAET. Cependant, le PLU et le PCAET interagissent de manière complémentaire sur le territoire.

Les deux projets concernés par la procédure de modification simplifiée n°3 ne présentent pas d'impact notable sur les sur l'air, le climat et l'énergie, dans la mesure où il s'agit de soutenir le développement d'activités agricoles déjà installées.

7. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER

La commune ne possède pas d'édifice remarquable inscrit aux monuments historiques. La commune n'est pas non plus concernée par des périmètres de protection générés par des monuments historiques sur les communes voisines.

Le bâtiment concerné par le projet de changement de destination sur Trois Lindes est de faible qualité architecturale. Bien que le bâtiment soit très peu visible depuis les routes alentour ou le grand paysage, sa réhabilitation permettra d'améliorer la qualité architecturale du bâtiment.

Le secteur de La Vernière est également peu visible dans le paysage, du fait de la topographie et de la trame bocagère très présente.

La modification simplifiée du PLU de Celles-sur-Durolle n'aura pas d'incidence négative notable sur le patrimoine bâti ou paysager.

8. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES RISQUES ET NUISANCES

La commune de Celles-sur-Durolle est concernée par un certain nombre de risques et de nuisances.

a) Liste des catastrophes naturelles

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
IOME2221479A	Inondations et/ou Coulées de Boue	02/06/2022	10/08/2022
INTE9900627A	Mouvement de Terrain	25/12/1999	30/12/1999
ECOZ8800025A	Inondations et/ou Coulées de Boue	15/03/1988	19/06/1988
NOR19821118	Inondations et/ou Coulées de Boue	06/11/1982	19/11/1982

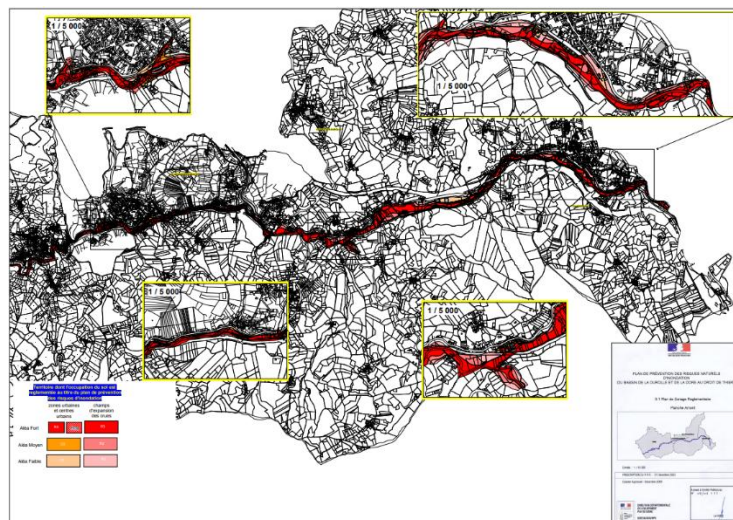
Source : Géorisques

b) Risque inondation

La commune est soumise à un risque inondation lié aux crues pour le bassin de la Durolle et de la Dore.

Le territoire de Celles-sur-Durolle est concerné par le Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) de la Durolle et de la Dore au droit de Thiers, approuvé par arrêté du 22 décembre 2008.

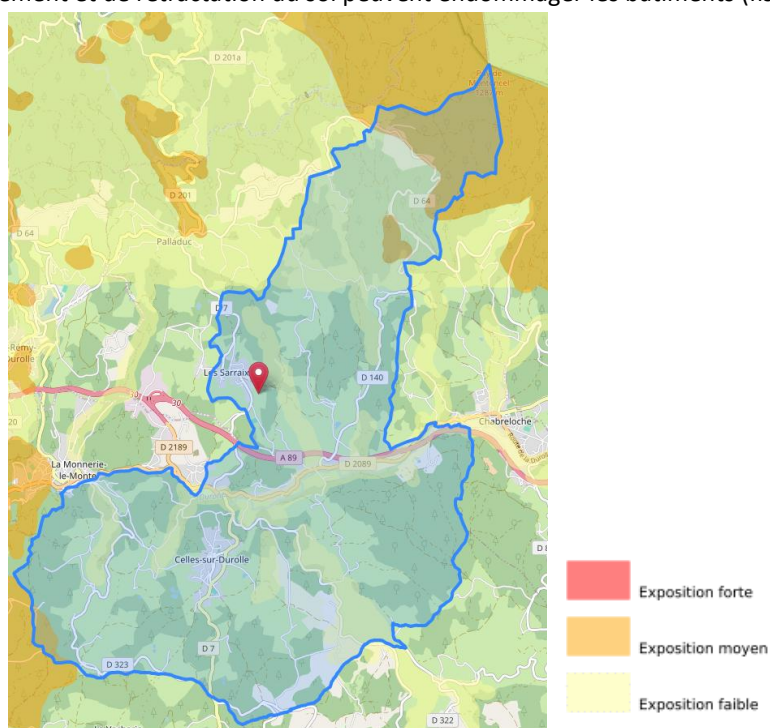
Les sites de projet sont éloignés des zones d'aléas faible, moyen et fort du PPRi.



Source : Géorisques

c) Retrait-gonflement des sols argileux

Les sols qui contiennent de l'argile gonflent en présence d'eau (saison des pluies) et se tassent en saison sèche. Ces mouvements de gonflement et de rétraction du sol peuvent endommager les bâtiments (fissuration).



Source : Géorisques

En dehors de la bande située au nord de la commune, on retrouve peu de zones à exposition moyenne. La majorité du territoire est en zone d'exposition faible (ou nulle) au retrait-gonflement des sols argileux.

d) Risque transport de matières dangereuses

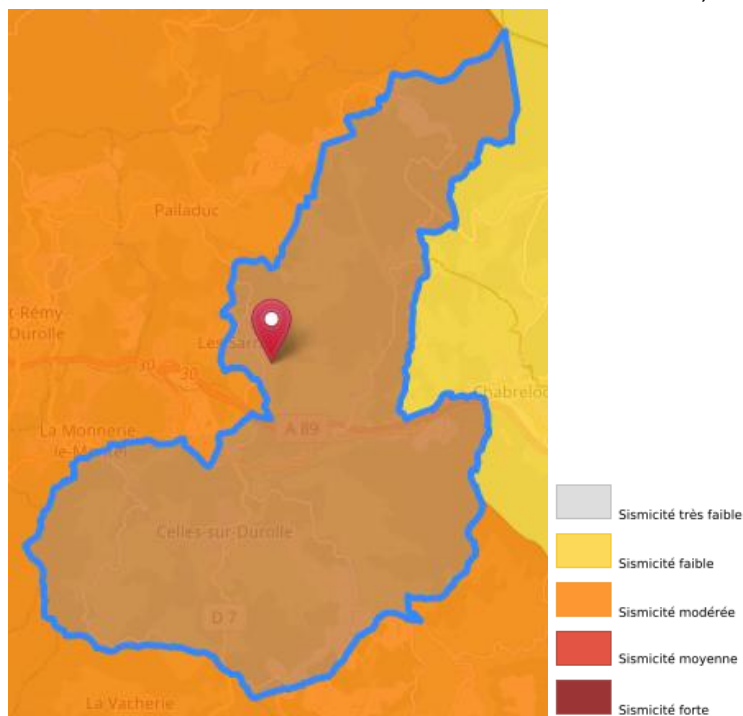
Ce risque concerne les accidents sur le réseau routier, ferroviaire, aérien ou sur les réseaux.
Sur la commune cela concerne l'A89 et la RD2089.

e) Lignes électriques

Une ligne électrique vaut servitude d'utilité publique : elle relie Celles à Malintrat, elle fait 63 000 Volts, elle est concernée par l'arrêté ministériel du 23 Février 1982.

f) Risque sismique

L'ensemble de la commune de Celles-sur-Durolle est classé en zone de sismicité modérée, à savoir un risque raisonnable.

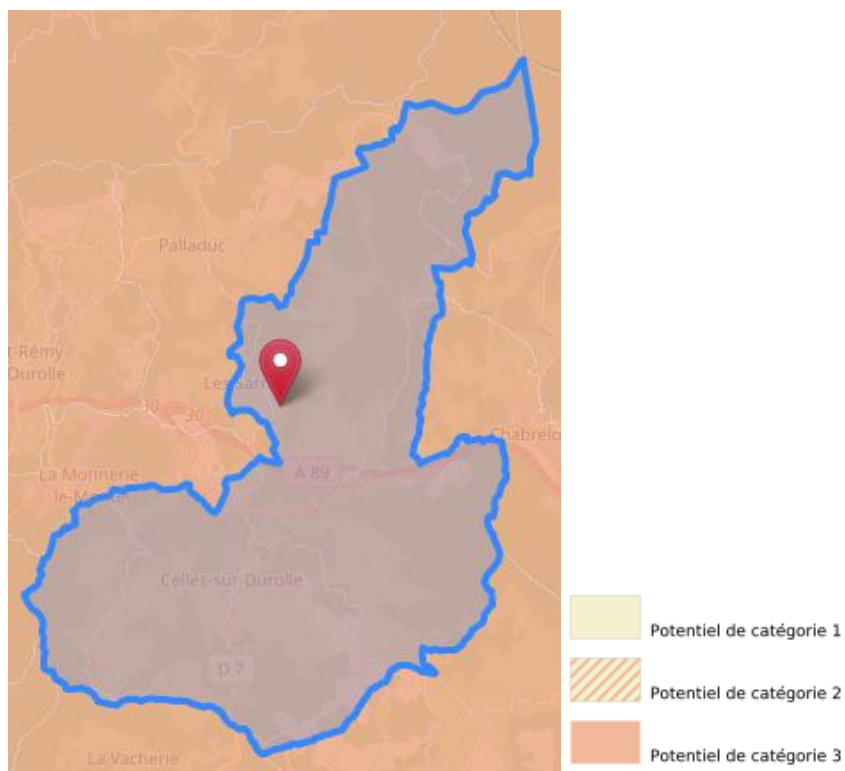


Source : Géorisques

g) Risque radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle provenant de la désintégration du radium, lui-même issu de la désintégration de l'uranium contenu dans la croûte terrestre. Il est inodore et incolore.

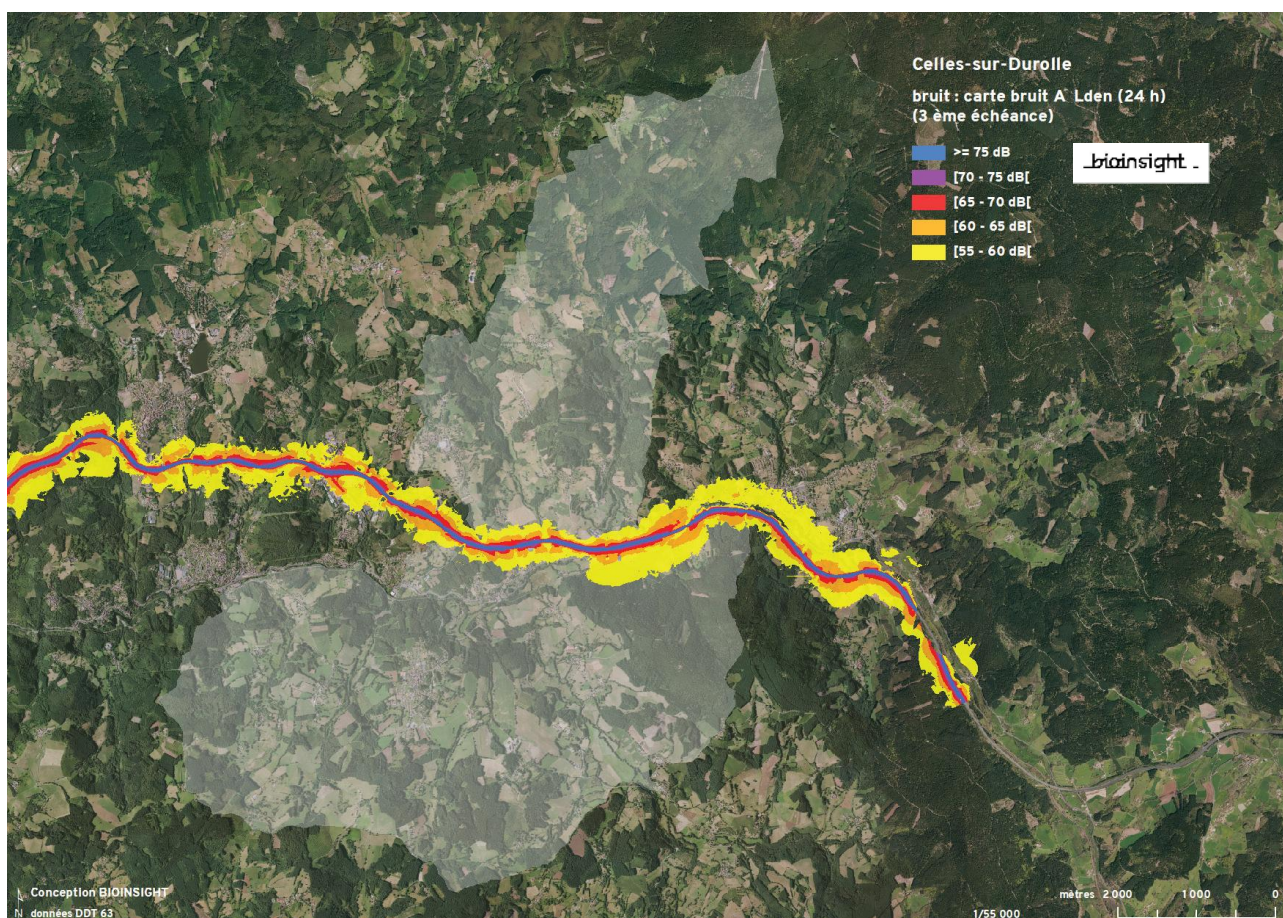
Le territoire Celles-sur-Durolle est concerné par un potentiel radon de catégorie 3, soit un risque important.



Source : Géorisques

h) Nuisances sonores

La commune est concernée par un arrêté préfectoral datant du 09/02/2014, cet arrêté définit les zones affectées par le bruit sur la commune.



Les secteurs affectés par le bruit sont ceux situés dans une bande de 250m de part et d'autre de la voie. L'infrastructure se trouve dans la partie centrale du territoire. Le PLU définit des marges de recul comme sur la carte ci-dessous.





Les secteurs de projet sont éloignés des voies affectées par le bruit.

i) Les installations classées pour la protection de l'environnement

Géorisques recense 12 sites correspondant à des installations classées ou autres sites inspectés sur la commune.

Il s'agit de l'ensemble des sites soumis à autorisation et enregistrement (en fonctionnement ou en cessation d'activité) ainsi que des sites non classés ICPE mais inspectés.

Nom de l'établissement	Adresse	Commune	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date de dernière inspection
<u>BIO ENERGIE DE SOMMET</u> ↗	SOMMET	63250 Celles-sur-Durolle	Autres régimes		25/08/2022
<u>Caillot VHU</u> ↗	lieu dit Fauvelle	63250 Celles-sur-Durolle	Non ICPE		08/02/2019
<u>CHAZEAU Jean-François</u> ↗	Le Brule	63250 Celles-sur-Durolle	Autres régimes		23/03/2006
<u>DUMAS Xavier</u> ↗	Rue de l'écluse	63650 La Monnerie-le-Montel	Non ICPE		05/12/2024
<u>EARL DU TILLEUL</u> ↗	LIGNIERES JEUNES	63250 Celles-sur-Durolle	Autres régimes		27/03/2006
<u>FORGES DE L'ÉMINÉE</u> ↗	Route de Chanier Patureau de Jalonne	63250 Celles-sur-Durolle	Autres régimes		22/05/2012
<u>GAEC DE LA TOUR</u> ↗	La Chabanne	63250 Celles-sur-Durolle	Enregistrement	Non Seveso	30/08/2024
<u>GAEC DES TROIS ROCHERS</u> ↗	Le Pouzet	63250 Celles-sur-Durolle	Autres régimes		25/10/2019
<u>GAEC DU MOULIN</u> ↗	Moulin Planche	63250 Celles-sur-Durolle	Enregistrement	Non Seveso	17/11/2020
<u>GAEC DU PRADOU</u> ↗	Pradel	63250 Celles-sur-Durolle	Non ICPE		27/03/2006

Nom de l'établissement	Adresse	Commune	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date de dernière inspection
GAEC DU SOMMET 	Le Sommet	63250 Celles-sur-Durolle	Autres régimes		25/08/2022
THIERS LOGISTIQUE 	LES SARRAIX	63250 Celles-sur-Durolle	Non ICPE		28/03/2025

Les secteurs de projet concernés par la présente procédure sont éloignés des installations recensées.

j) Sols pollués

Aucun site ni sol potentiellement pollué n'est recensé sur la base de données BASOL concernant la commune. Des anciens sites industriels et activités de service sont répertoriés sur le territoire.

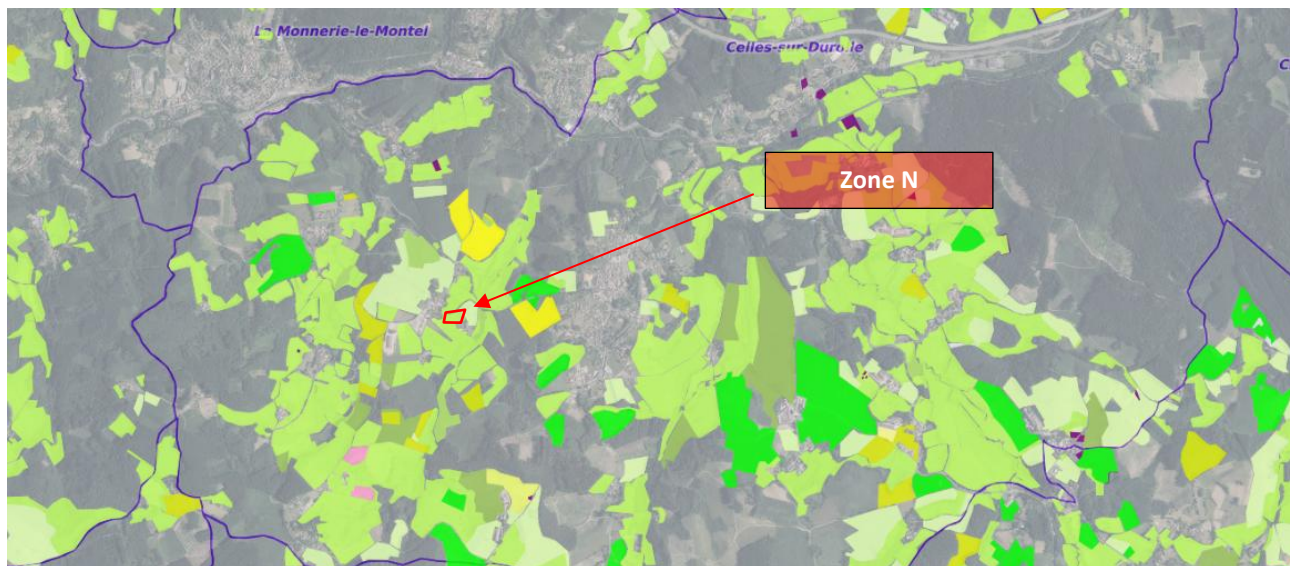
La procédure de modification simplifiée du PLU ne génère d'aggravation de l'exposition des personnes et des biens aux risques présents sur la commune, les secteurs concernés étant éloignés des principaux risques recensés sur la commune.

9. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES OU FORESTIERS

L'identification d'un changement de destination vise à soutenir l'installation d'un logement à proximité d'une exploitation agricole, à destination du chef d'exploitation souhaitant se rapprocher de son site d'exploitation. Le changement de destination a donc pour objectif de soutenir le développement de l'exploitation. Ce projet est donc sans incidence notable sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

L'agrandissement de la zone A au profit de la zone naturelle au lieu-dit La Vernière concerne une parcelle déjà agricole puisque déclarée à la PAC. Ce projet est donc sans incidence notable sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

Parcelle déclarée à la PAC en 2023



La procédure de modification simplifiée n'a pas d'incidence notable sur l'occupation des sols de la commune ou la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestier de la commune. Les projets concernés n'engendrent pas de consommation d'ENAF.

10. RESSOURCE EN EAU

La commune est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Dore dont le périmètre a été délimité par arrêté inter préfectoral du 31 décembre 2004. Les enjeux principaux sont :

- Améliorer la qualité des eaux et la gestion quantitative de la ressource
- Préserver et améliorer la qualité écologique des milieux aquatiques
- Gérer préventivement les risques de crues et d'inondations
- Valoriser le bassin versant au plan touristique et paysager

Un contrat de rivière a été signé pour la Dore.

La commune est compétente pour la production et la distribution de l'eau potable.

La production de l'eau potable est réalisée à partir de plusieurs captages :

Production	Débit maximum		Débit minimum	
	l/s	m³/j	l/s	m³/j
L'Herpe, Les Sapiaux, La Levade	23.85	2	1.64	143
Vallée	0.97	84	0.48	42
Montguerlhe	1.56	135	0.35	31
Bois du Moine	1.80	155	0.60	52
Total	28.18	376	3.07	268

Les périmètres de captage présents sur la commune se situent au nord-est du territoire communal.

La production d'eau potable de la commune provient de ces 17 captages et également de complément d'alimentation venant d'une interconnexion avec les réseaux des communes voisines (La Monnerie-le-Montel et Sainte Agathe).

Le captage de la Vallée concentre un dépassement de la norme en arsenic. Toutefois, un plan d'actions a été défini pour abaisser ce taux et des travaux sont programmés. La commune s'est engagée à cesser l'exploitation de ce captage jusqu'à la conception et la réalisation d'une solution satisfaisante permettant de répondre aux exigences de la limite de qualité fixée pour ce paramètre à 10 µg/l.

Les captages du Bois du Moine, exploités par la commune, ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique des périmètres de protection, en date du 31 janvier 1986. Le périmètre immédiat est propriété de la commune. Pour les autres captages, les procédures sont en cours, elles devraient aboutir prochainement. Un avis hydrogéologique a été émis le 2 mars 2002, sauf pour le captage de Font Barnat. Le captage de trois nouvelles sources (Bois du Moine) avait été envisagé mais le projet est à l'heure actuelle abandonné.

La commune dispose d'un réseau complet de distribution d'eau, soit environ 53 kilomètres, répartis en deux réseaux :

- Le réseau nord, dispose de 4 réservoirs, soit un stockage de 700 m³ (Hommes 100 m³ ; Sarraix 250 m³ ; Chanier 100 m³ ; Mallaret 250 m³) ; il distribue au travers de 31 kilomètres de canalisations.
- Le réseau sud, dispose de 2 réservoirs soit un stockage de 300 m³ (l'Obstancie 50 m³ ; Chassangues 250 m³) ; il distribue au travers de 22 kilomètres de canalisations.

Par ailleurs, il existe des points de livraison par des réseaux des communes voisines permettant d'alimenter quelques hameaux. De même, la commune de Celles-sur-Durolle alimente des hameaux voisins. Une conduite de secours permet

le By-Pass avec Sainte Agathe. L'ensemble des réseaux dispose de comptages, de regards répartiteurs et de divers appareils assurant la qualité de l'eau distribuée.



Le bâtiment faisant l'objet d'un changement de destination est desservi par une canalisation de diamètre 60 en fonte.

La modification simplifiée n'a pas d'incidence notable sur la consommation en eau potable de la commune.
incidence notable sur la consommation en eau.

11. ASSAINISSEMENT

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT (SIA)

- **L'assainissement collectif** est géré par le Syndicat Intercommunal d'assainissement et par la commune en régie.
- **L'assainissement non-collectif** recouvre l'ensemble des installations d'assainissement individuel (fosse septique ou fosse toutes eaux et dispositif de traitement et d'infiltration), les installations liées à des activités de type commercial ou artisanal non raccordées au réseau public d'assainissement, ainsi que les lotissements desservis par un réseau et une station d'épuration privés.

Compétence intercommunale, l'assainissement non collectif est géré en régie par la Communauté de Communes Thiers Dore et Montagne.

Les projets concernés par la présente procédure ne sont pas desservis en assainissement collectif.

Le règlement de la zone A du PLU prévoit les dispositions suivantes :

« En l'absence du réseau public d'assainissement, les constructions comporteront un système d'assainissement non collectif, conforme et adapté au terrain (Cf Annexes Sanitaires - Zonage d'assainissement). Il devra être conçu de façon à être raccordé au réseau public quand celui-ci sera réalisé. »

La modification simplifiée n'a pas d'incidence notable sur la gestion de l'assainissement, dans la mesure où il s'agit de deux secteurs non desservis en assainissement collectif, qui devront donc respecter un assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur.

12. DECHETS

La collecte et le traitement des déchets est une compétence intercommunale de Thiers Dore et Montagne, gérée en régie interne.

Une collecte au porte à porte est réalisée 1 fois par semaine pour les ordures ménagères, et une fois tous les 15 jours pour les recyclables. Il y a cinq conteneurs pour le verre sur le territoire.

Les ordures ménagères sont traitées au pôle de valorisation multi-filière VERNEA à Clermont-Ferrand, les emballages sont acheminés au centre de tri d'«Echalier Paprec » à Clermont-Ferrand.

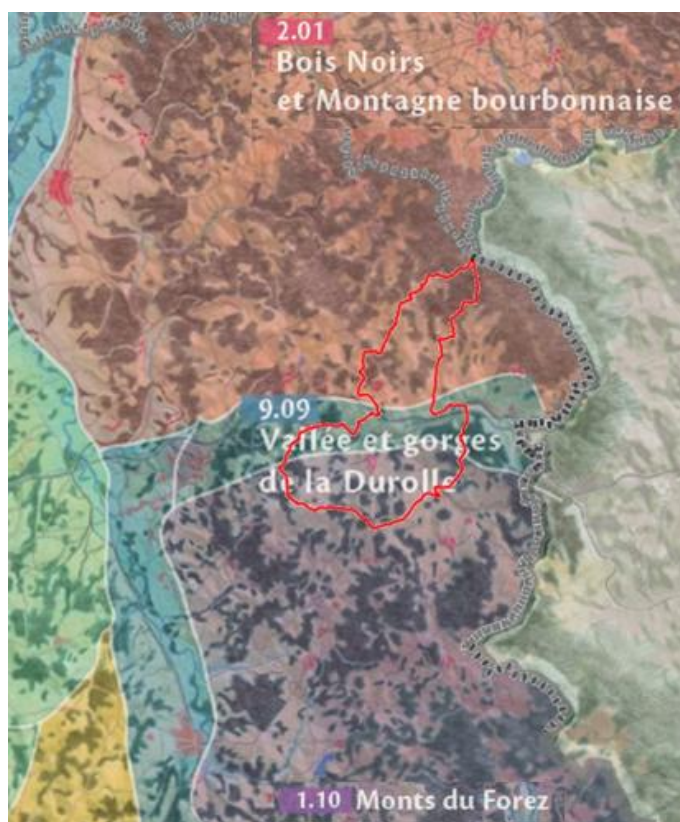
Sur l'ensemble de la communauté de communes, on retrouve quatre sites de collecte de déchets en déchetterie : Thiers, Saint-Rémy-sur-Durolle, Puy-Guillaume et Courpière.

Le PDPGND du Conseil Départemental a été adopté en Décembre 2014. Il est opposable depuis Janvier 2015 et à échéance 2025, avec évaluation intermédiaire en 2019.

La procédure de modification simplifiée du PLU n'engendre pas d'incidence notable sur la gestion des déchets, puisqu'il s'agit de conforter des activités déjà existantes.

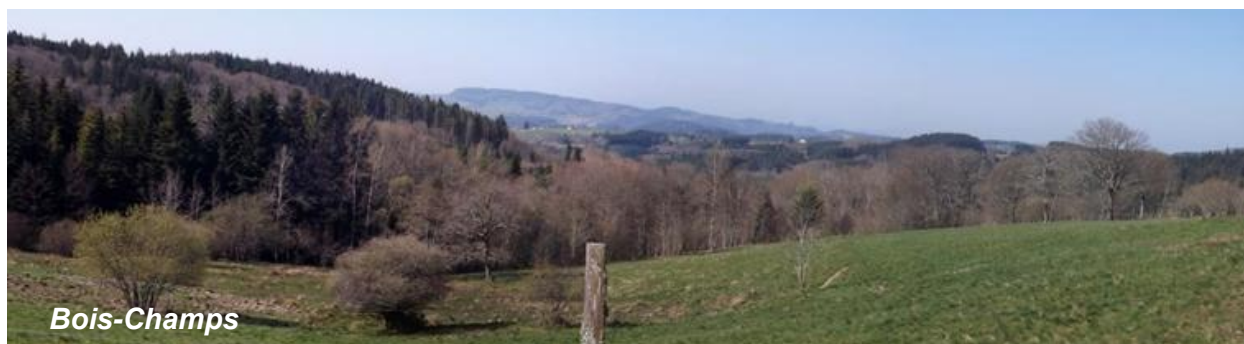
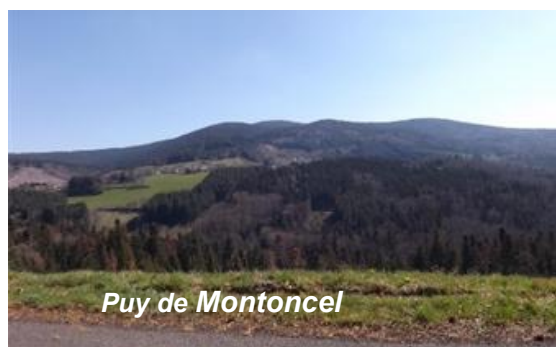
13. LA QUALITE PAYSAGERE

13.1. CARACTERISTIQUES PAYSAGERES DE LA COMMUNE



Il y a plusieurs entités paysagères sur le territoire.

- Au nord les Bois Noirs : reliefs importants constitués de longues lignes de crêtes dont le sommet principal est le Puy de Montoncel. Ils présentent un paysage de basse montagne, sculpté par les cours d'eau aux modelés arrondis sur différents plans. On relève une alternance de prairies et de bois à mélange de feuillus et de conifères. Il y a quelques hameaux regroupés, constitués de bâtis anciens en pierres, les Sarraix par exemple.



- Vallée et les gorges de la Durolle au centre : on a une organisation linéaire qui suit la Durolle, d'Est en Ouest avec la voie ferrée, l'autoroute A89, la RD2089, l'urbanisation dont les bâtiments liés à l'activité industrielle historique (de la coutellerie qui utilise la force hydraulique). La Durolle n'est visible que lorsque l'on se situe à ses abords, elle est encaissée et dissimulée par des boisements. On assiste récemment à une mutation des aménagements publics et une mise en valeur, notamment du Pont-de-Celles.





- Les prémisses des Monts du Forez au Sud : le paysage est ici plus ouvert, la topographie moins accidentée, les sommets ont des formes plus douces, il y a plus de prairies, les haies d'arbres de haut jet au maillage plus lâche. Le bourg est installé sur un mont ce qui induit des vues vers l'extérieur et inversement. Des exploitations de plus grosses tailles sont présentes, de manière générale, le bâti est davantage visible.





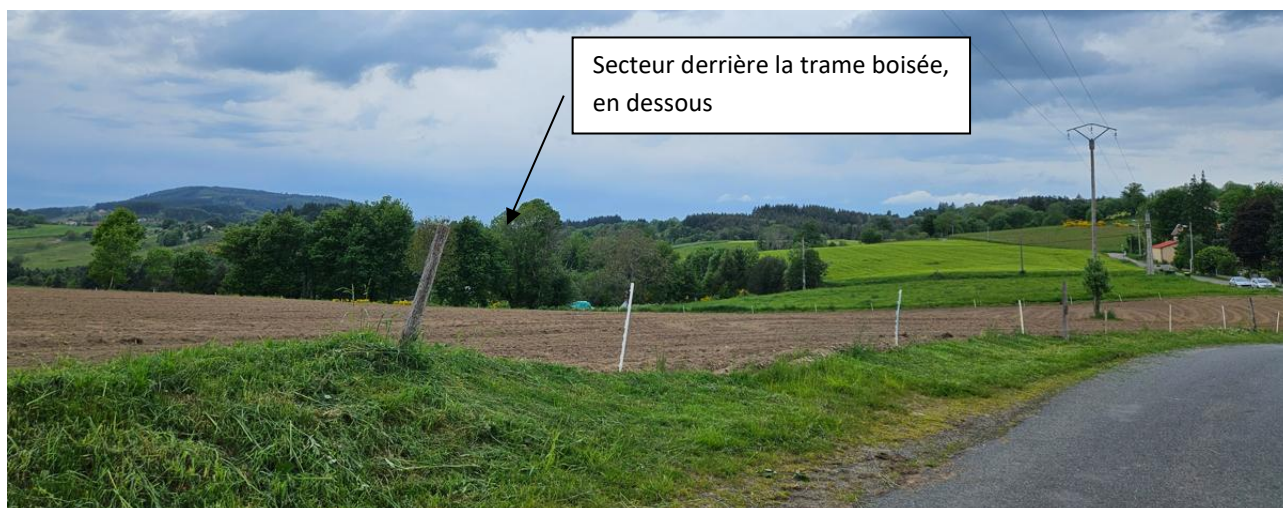
13.1. CARACTERISTIQUES PAYSAGERES DES SITES DE PROJET

13.1.1. Secteur Trois Lindes

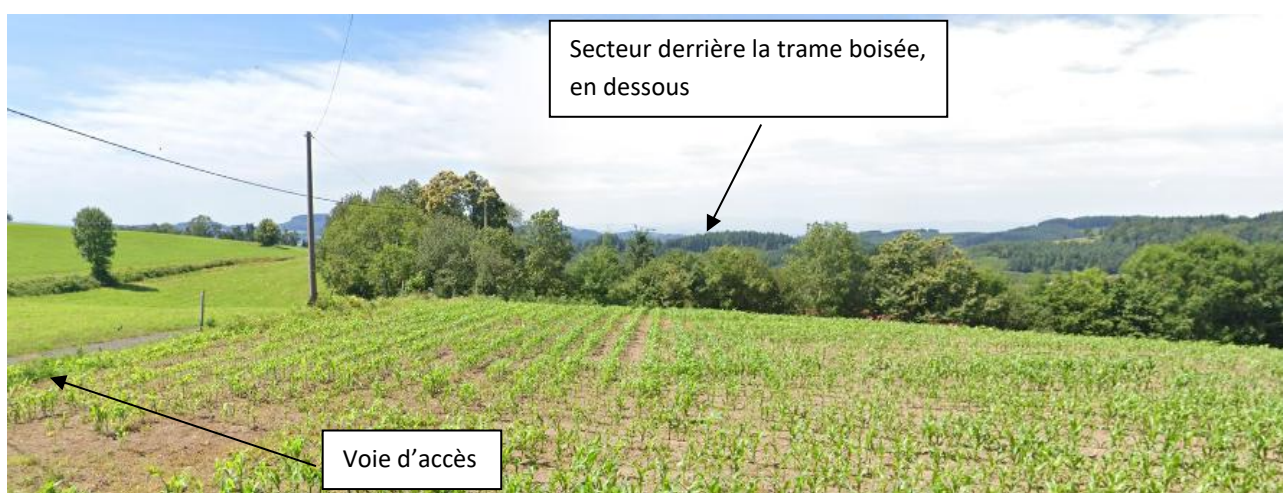
L'exploitation agricole située au lieu dit Trois Lindes est entourée d'une trame boisée et bocagère dense. La route d'accès surplombe le site d'exploitation.

La configuration du hameau et de l'exploitation font que le site d'exploitation est très peu visible des voies alentours, mais également très peu visible dans le grand paysage.





Vue depuis la voie communale permettant d'accéder au hameau Trois Lindes.



Vue depuis la voie communale à hauteur du hameau Trois Lindes.



Vue depuis l'entrée ouest du hameau : la toiture se devine, derrière les arbres.

13.1.2. Secteur La Vernière

L'exploitation agricole de la Vernière est également peu visible depuis le grand paysage. Elle est très peu visible depuis le village de Martignat. La trame bâtie du village, la trame boisée et le relief masquent une grande partie du secteur concerné par le projet.



Vu sur la parcelle depuis la sortie du village de Martignat, en direction de la Vernière.

La procédure de modification simplifiée concerne des secteurs qui présentent peu d'enjeux paysagers. Elle n'a donc pas d'impact notable sur les caractéristiques paysagères de la commune.

E. ANNEXE : ARRÊTÉ DU MAIRE PRESCRIVANT LA PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°3 DU PLU EN DATE DU 4 JUIN 2025

AR Prefecture

063-21639665-20250604-A2025-005-AR
Publié le 11/06/2025

ARRÊTÉ DE PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION DU PLU

ARRETE n°2025-005

Engageant la procédure de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme
énonçant les objectifs poursuivis

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-36 et 37, L. 153-45 à L. 153-48 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 4 avril 2008 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu les délibérations du conseil municipal du 9 décembre 2008, du 6 juin 2011 et du 3 mai 2012 approuvant les révisions simplifiées n°1,2 et 3 du PLU ;

Vu les délibérations du conseil municipal du 7 novembre 2009 et du 24 novembre 2017 approuvant les modifications simplifiées n°1 et 2 du PLU ;

Vu la délibération du conseil municipal du 6 juin 2011 approuvant la modification n°1 du PLU ;

Considérant que le plan local d'urbanisme actuellement opposable nécessite d'être modifié pour les raisons suivantes :

- Permettre de conforter le développement de l'activité agricole par l'agrandissement de la zone agricole ;
- Permettre l'identification de bâtiments en changement de destination

ARRETE

Article 1 :

En application des dispositions des articles L. 153-36, L. 153-37 et L. 153-45 du code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme est engagée.

Article 2 :

Le projet de modification simplifiée porte sur :

- L'évolution du plan de zonage concernant l'ajout de changement de destination et l'agrandissement de la zone agricole,
- La modification du règlement écrit pour réglementer le changement de destination.

Article 3 :

Le projet de modification simplifiée sera soumis à l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas qui précisera si la procédure doit être soumise à évaluation environnementale.

Lorsque l'autorité environnementale aura rendu son avis, la commune prendra une délibération :

- Soit pour ne pas réaliser une évaluation environnementale, si l'autorité environnementale a rendu un avis conforme favorable, exprès ou tacite ;
- Soit pour réaliser une évaluation environnementale, si l'autorité environnementale a rendu un avis conforme défavorable. Cette délibération définira aussi les modalités de la concertation afin de respecter l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme.

AR Prefecture

063-216300665-20250604-A2025_005-AR
Article 4 :
Reçu le 11/06/2025

En application de l'article R. 153-40 du code de l'urbanisme, le dossier sera transmis pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme.

Article 5 :

Conformément à l'article L. 2131-1 au code général des collectivités territoriales, le présent arrêté sera exécutoire de plein droit dès qu'il aura été procédé à :

- sa transmission à Madame la sous-préfète,
- son affichage en mairie pendant un mois.

En outre, l'article R. 153-21 du code de l'urbanisme indique que le présent arrêté produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités ci-après :

- son affichage en mairie durant un mois, sachant que la date à prendre en compte est celle du premier jour ou l'affichage est effectué,
- la publication de la mention de cet affichage dans un journal diffuse dans l'ensemble du département.

Fait à Celles-sur-Durolle, le 4 juin 2025

Le Maire,

Olivier CHAMBON

